

Algérie : sept candidats à la succession du président Liamine Zeroual

LE PREMIER tour de l'élection présidentielle en Algérie aura lieu le jeudi 15 avril. Sept candidats briguent la succession de Liamine Zeroual : M. Bouteflika, considéré par beaucoup d'Algériens comme « l'homme des militaires » ; M. Taleb Ibrahim, un « islamo-nationaliste » pour lequel des dirigeants de l'ex-FIS appellent à voter ; le « réformateur » Mouloud Hamrouche ; le leader historique du FFS, Hocine Aït Ahmed ; et MM. Djaballah (islamiste « dialoguiste »), Mokdad Sifi (« éradicateur »), El Khatib (héros de la guerre d'indépendance). La plupart des candidats prèchent la réconciliation pour mettre fin aux violences. Plusieurs d'entre eux craignent des fraudes. Les Algériens de France et de l'étranger votent à partir du samedi 10 avril.

Lire page 6

Comment Milosevic a préparé l'épuration ethnique

- Le plan serbe « Potkova » programmait l'exode forcé des Kosovars dès octobre 1998
- Il a continué d'être appliqué pendant les négociations de Rambouillet
- Allemands et Américains font état d'« exécutions de masse »
- Bonn redoute que l'on découvre un « véritable abattoir »

L'OTAN fait état d'informations selon lesquelles de nouveaux massacres ont été perpétrés au Kosovo par les forces serbes. Aux Etats-Unis, le porte-parole du département d'Etat rapporte que des « exécutions de masse » auraient eu lieu dans huit villages, selon des informations « crédibles, mais non confirmées ». Joshka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, redoute que l'on ne découvre un « véritable abattoir » au Kosovo. Son collègue de la défense, Rudolf Scharping, a parlé de trente-cinq civils tués mercredi 7 et jeudi 8 avril. Il a présenté à la presse, jeudi, le plan baptisé « Potkova » (« fer à cheval »), document d'origine militaire serbe, qui détaille les méthodes et les trois phases du projet d'épuration ethnique de Belgrade. Ce plan aurait été mis en œuvre à partir d'octobre 1998 et poursuivi pendant les négociations de Rambouillet, dans le cadre d'une offensive générale contre l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Notre envoyé spé-



- Nouveaux massacres au Kosovo, selon les alliés p. 2
- « Fer à cheval » : le plan d'épuration ethnique p. 3
- Les missions de l'OTAN et le coût de la guerre p. 4
- En Albanie, les camps de réfugiés se vident p. 5
- Un pacte européen de stabilité pour les Balkans p. 5
- Les cauchemars des enfants du Kosovo p. 15
- Le jeu de Moscou, par Alexandre Adler p. 17
- L'intervention de Lionel Jospin p. 37

cial au Kosovo, Rémy Ourdan, raconte comment les bombardements de l'OTAN et la guérilla de l'UCK ont isolé les forces serbes dans Pec, une des principales villes de l'ouest de la province. Il rapporte le grand dénuement des combattants de l'UCK, en armes, en carburant, en nourriture. Lionel Jospin a affirmé, jeudi sur France 2, que Slobodan Milosevic « sera battu » et que « son peuple se retournera un jour contre lui ». Il a assuré que l'OTAN poursuivrait son opération tant que le président de la République fédérale de Yougoslavie ne se plierait pas à toutes les conditions posées par les alliés. Cependant, le premier ministre français, comme les autres dirigeants occidentaux, n'écarte pas le principe d'une négociation, y compris avec Slobodan Milosevic.

Forte baisse des taux

■ La Banque centrale européenne a ramené son taux directeur de 3 % à 2,5 %

■ Elle cherche à soutenir la croissance en Europe

■ C'est une première depuis le lancement de l'euro en janvier

■ Attendue par les marchés, cette baisse a surpris par son ampleur

Lire page 22
et notre éditorial page 17

« Seuls les oiseaux voient ce qui se passe sur notre terre »

TOULOUSE

de notre correspondant régional
« Je pars me battre au Kosovo, avec l'UCK. - Quand ? - Demain. - Comment ? - Par bateau. Avec mon argent. Je rejoins Bari, en Italie, c'est par là que nous passons tous. Des clandestins de l'UCK me mettront dans une vedette rapide pour Duresh et notre mère, l'Albanie. Ensuite, une semaine dans un camp de l'UCK pour apprendre la guerre avec des officiers de l'armée albanaise. Puis la frontière, les montagnes et, s'il le faut, la mort pour défendre mon pays. - Pourquoi ? - Pour les enfants tués, les grands-pères et les grands-mères avec une balle dans la tête, les filles violées. Ça m'oblige. »

Luan parle un français haché. Il vient d'avoir vingt-sept ans. Ses yeux sont doux, presque rieurs, mais soudain des larmes percent, furtivement, en même temps que la voix s'étrangle. Il va laisser ici sa femme, ses deux enfants, sa poignée d'amis de l'équipe de football et son travail de serveur. Ainsi que

ses papiers, son titre de séjour et son statut de réfugié politique. Dans les mêmes conditions de clandestinité, Luan va faire le trajet inverse de celui qui le conduisit, il y a cinq ans, de Gjilam, au sud-ouest du Kosovo, à cette petite ville de la vallée de la Garonne où il a trouvé refuge. « Il faut y aller, martèle-t-il, il le faut. »

Son histoire bascule le 23 septembre 1993 à 18 heures, quand des policiers serbes viennent s'emparer de son père, un agriculteur qui est aussi un dirigeant nationaliste proche d'Ibrahim Rugova. Luan se précipite au commissariat de Gjilam. Trop tard : son père a déjà été exécuté. Il est à son tour arrêté mais, avec 3 000 dollars, il parvient à acheter sa sortie du Kosovo. Avec sa mère, malade, sa femme, enceinte, qui accouche de leur premier enfant sur un chemin de montagne, il atteint la Macédoine, puis l'Albanie, l'Italie, la Suisse, Lyon où l'association France Terre d'asile lui permet d'obtenir le statut de réfugié politique, le sud-ouest de la France, enfin, où il commence à faire souche. Il apprend le français, trouve du travail, fait un deuxième enfant et aide à accueillir, au fil des années, huit familles de Kosovars albanais qui, comme lui, ont fui la

terreur et s'entassent dans de minuscules logements.

Mais les images de la télévision, les rares nouvelles glanées au téléphone ou sur Internet le rattrapent. Il sait que le pire est arrivé. « Il n'y a que les oiseaux qui voient ce qui se passe sur notre terre. Tant que Milosevic est en place ou vivant, il y aura le terrorisme serbe. Il ne reculera jamais, il veut garder le Kosovo, comme Tito, comme Staline. Il faut le cramer. » Lui qui était proche de Rugova, pourquoi rejoint-il l'UCK ? « Pour l'indépendance du Kosovo et pour faire un seul pays avec l'Albanie, on est albanais, musulmans, pas serbes. Rugova, je le connais bien, il est pas comme on le présente en ce moment. Son foulard serré autour du cou, ça veut dire qu'il est étranglé. » Espère-t-il gagner la guerre ? « Pas avec l'UCK toute seule, mais avec l'OTAN, oui. Mais il faut que ses soldats viennent se battre sur le terrain avec nous. » A-t-il peur ? « Oui. J'aime ma femme et mes enfants mais je donne ma vie avec mon cœur. Il faut y aller. » Revivrait-il avec des Serbes ? « Jamais, ça jamais ! »

Jean-Paul Besset

Lire page 14



L'Égypte à Paris

Pour la première fois, une vaste exposition, au Grand Palais, est consacrée à l'art de l'Ancien Empire, âge d'or de la civilisation égyptienne. p. 32

Le PS en campagne

Réunis en convention nationale samedi à Paris, les socialistes se lancent dans la campagne des élections européennes, avec l'appui des amis de Jean-Pierre Chevènement. p. 9

Rugby : les enjeux

Le XV de France devra battre, samedi, les Ecossais pour sauver une saison en demi-teinte, tandis que l'Angleterre doit l'emporter, dimanche, face au pays de Galles si elle veut réaliser le grand chelem. p. 28

Un entretien avec le PDG de Gucci

Le président de Gucci, Domenico De Sole, a refusé la dernière offre de LVMH à 85 dollars l'action, et confirme au Monde qu'il a « décidé de partir » en cas de prise de contrôle par le groupe de Bernard Arnault. p. 23

Aloïs Brunner jugé à Paris

Le dossier de l'ancien SS vient d'être transmis au parquet général de la cour d'appel de Paris, où il devrait être jugé par contumace pour crimes contre l'humanité. p. 12

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 410 - 7,50 F



Robert Merle

La Gloire et les Périls

roman

Éditions de Fallois

POINT DE VUE

Il faut européeniser les Balkans

par Ismail Kadaré

DES sombres prédictions ont été faites sur la fin du millénaire ; pourtant, ce qui se passe ces jours-ci dans les Balkans dépasse en horreur tout ce qu'on pourrait imaginer. En plein cœur de l'Europe, un de ses peuples est anéanti de façon barbare par son voisin. Et cette extermination, qui rappelle les temps de Gengis Khan, de Hitler et de Staline, est perpétrée suivant les méthodes bien connues : assassinats, massacres, déportations. Elle est soutenue par une solidarité malsaine, qui se dit tantôt orthodoxe, tantôt slave, tantôt communiste, ou les trois à la fois.

Le monde entier assiste à l'essor d'un nouveau racisme. Chez certains peuples qui ont eux-mêmes souffert de cette calamité, chez ceux qui ont été très injustement appelés « slaves », autrement dit « esclaves », par les Romains, on assiste au développement de processus de revanche de dimensions sans précédent. Ce cycle du crime, ce souhait de la victime d'hier d'assumer à son tour le rôle de bourreau, s'il n'est pas enrayé

avec fermeté, voire avec force, fera courir à la civilisation actuelle de très graves dangers.

Il n'est peut-être pas fortuit que cette nouvelle manifestation du crime de génocide ait pour cadre les Balkans, scène étroite, appropriée à une tragédie aussi ramassée. Et la question de savoir si les Balkans peuvent être civilisés, autrement dit européenisés, question qui peut sembler aujourd'hui anachronique, est justement, en ces moments-ci, fondamentale et urgente. Le sens même de la guerre que l'Alliance atlantique, bras armé de la civilisation occidentale, mène aujourd'hui est lié précisément à cette interrogation.

Sur les quatre péninsules de l'Europe, les trois méridionales - l'ibérique, l'italique et la balkanique - ont joué un rôle primordial dans la destinée de ce continent.

Lire la suite page 16

Ismail Kadaré est écrivain. (Traduit de l'albanais par Jusuf Vriani.)

Biologiste des abysses



MYRIAM SIBUET

PASSIONNÉE par la faune des grands fonds marins, Myriam Sibuet étudie d'étonnantes espèces animales associées aux fluides froids des pentes continentales. « C'est une autre planète », dit-elle. Cette pionnière de la recherche océanographique est responsable du laboratoire d'écologie abyssale de l'Ifremer à Brest. Portrait d'une biologiste en eaux profondes.

Lire page 30

International.....	2	Tableau de bord.....	25
France.....	9	Aujourd'hui.....	28
Société.....	12	Météorologie/jeux.....	31
Régions.....	14	Culture.....	32
Horizons.....	15	Guide culturel.....	34
Carnet.....	20	Kiosque.....	35
Entreprises.....	22	Abonnements.....	35
Communication.....	24	Radio-Télévision.....	36

Les trois phases de l'offensive serbe

CHRONOLOGIE

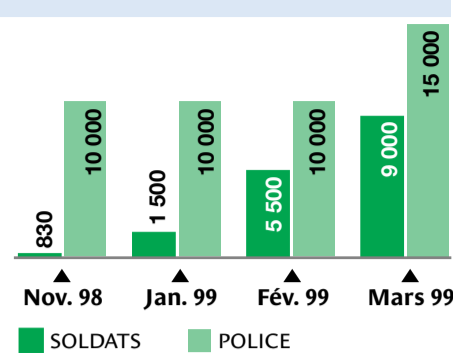
- 13 octobre 1998 : Accord M. Milosevic-R. Holbrooke
- Janvier 1999 : Déploiement de l'OSCE
- 6-23 février 1999 : Négociations de Rambouillet
- 15-19 mars 1999 : Négociations de Paris

DÉPLACEMENTS ET FUITES DES KOSOVARS

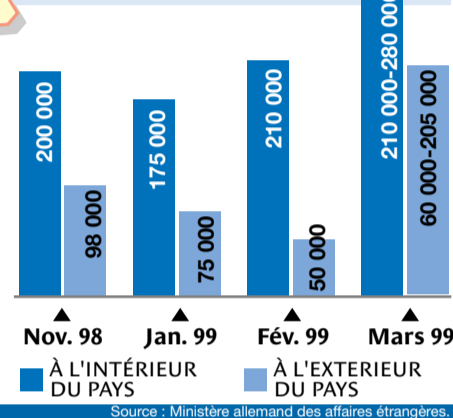
- ▲ JANVIER 1999
- ▲ FÉVRIER 1999
- ▲ MARS-AVRIL 1999



EFFECTIFS DES FORCES SERBES



POPULATION KOSOVARE DÉPLACÉE



Source : Ministère allemand des affaires étrangères.

Le plan « fer à cheval » : obtenir par la violence des changements démographiques

L'inspecteur général de la Bundeswehr, Hans-Peter von Kierbach, a présenté, jeudi 8 avril, le plan « fer à cheval » dont les Allemands ont eu connaissance la semaine dernière (*Le Monde* du 8 avril). Il a distribué à la presse une note de synthèse que *Le Monde* publie intégralement. Il s'agit d'un résumé des opérations menées par les forces serbes depuis l'accord Milosevic-Holbrooke d'octobre 1998. Les Allemands ont également publié quatre cartes montrant la progression des forces serbes au Kosovo, dont les informations ont été reproduites sur la carte ci-dessus, ainsi qu'un commentaire sur le limogeage du chef d'état-major de l'armée yougoslave à la fin de l'année dernière.

« Les informations présentées ici, dont nous disposons sur l'opération « fer à cheval », sont sensibles à cause des sources. Je vous demande de comprendre que je ne pourrais pas aller, pour votre information, au-delà de ce qui est présenté ici.

« La situation actuelle au Kosovo est largement le résultat d'un plan stratégique, déjà préparé ouvertement, selon de nombreux indices, à la fin de l'année dernière dans l'entourage de Milosevic, sous le nom de « fer à cheval », en serbe « Potkova ».

« Les éléments de ce plan, qui cependant n'est pas connu dans tous ses détails, devaient en partie, comme dans toute planification opérationnelle, être adaptés selon un contexte politique changeant et l'évolution de la situation militaire, ou contenir dès l'origine certaines variantes. Le déploiement et les avancées des forces serbo-yougoslaves au Kosovo au cours des derniers mois offrent cependant des indices suffisants pour parler d'une action selon le principe du fer à cheval.

« L'objectif principal de l'opération « fer à cheval » est, selon nous, de battre ou au moins de neutraliser l'UCK au Kosovo. La déportation de la population kosovare d'origine albanaise, afin d'obtenir par la violence des changements démographiques dans la région, fait de toute évidence partie de ce plan. Ainsi peut-on clairement reconnaître une volonté de déporter les Albanais du Kosovo de leurs villages et de leurs agglomérations le long d'une large bande, des deux côtés des principaux axes routiers du Kosovo. Surtout dans les bastions de l'UCK, comme les régions de Liap, Shala et Drenica, la déportation des Kosovars albanais a privé l'UCK de ses bases et de ses soutiens.

« Ainsi Belgrade a probablement tiré la principale leçon de l'action entreprise à l'été et à l'automne de

l'année dernière contre l'UCK. Belgrade avait alors réussi, grâce à des interventions massives, à refouler l'UCK des quelque 40 % du territoire du Kosovo qu'elle contrôlait alors. Mais seulement pour une brève période.

Rappelons simplement pour mémoire qu'au plus fort de ces opérations, le nombre des personnes chassées de leur maison ou ayant fui s'élevait à 300 000, alors que plus de 50 000 personnes campaient à la belle étoile. Après qu'en octobre, sous la pression de la communauté internationale, Belgrade eut fait machine arrière, accepté la mission de vérification de l'OSCE et pris des engagements concernant le nombre et le déploiement de ses forces au Kosovo, de nombreuses personnes déplacées, du moins celles qui étaient restées dans le pays, rentrèrent dans leurs foyers. Et avec elles, l'UCK, une situation inacceptable pour Belgrade.

« Le plan « fer à cheval » devait une fois pour toutes empêcher la répétition de tels événements. Même pendant les négociations de Rambouillet, on ne pouvait pas ne pas s'apercevoir que Belgrade ne voulait pas se faire à l'existence de l'UCK au Kosovo. Pour Belgrade, l'UCK était et reste un instrument de la terreur et du séparatisme, contre lequel tous les moyens sont bons. Pendant que la délégation serbe à Rambouillet, puis à Paris du 15 au 19 mars, faisait mine de négocier, les forces serbes continuaient leurs opérations contre l'UCK et la population civile. Milosevic n'a pratiquement jamais eu l'intention de négocier sérieusement.

[La note publiée par Bonn se réfère ensuite aux quatre cartes jointes au texte]

« Dès janvier, la lutte contre l'UCK menée par les forces armées et les forces de sécurité s'est amplifiée, notamment au nord, dans la région de Podujevo et Mitrovica. En même temps, une unité blindée d'assaut était mise en place au nord de Podujevo, à l'extérieur des frontières du Kosovo.

« En février, les forces serbes ont chassé l'UCK des contreforts orientaux et occidentaux des monts Cacicavica ; elles s'en sont prises à l'UCK depuis l'est de la région de Stimlje et elles l'ont combattue pour la première fois dans le sud du Kosovo, dans la région de Kacanik, à la frontière avec la Macédoine.

« Fin mars, l'opération « fer à cheval » battait son plein, après que les forces armées terrestres eurent été renforcées au Kosovo. Auparavant, les combats s'étaient étendus dans la région de la Drenica, qui fut le point de départ de la lutte de l'UCK après le massacre commis [à Prekaz] par les forces serbes contre le clan Jashari en février 1998. L'UCK

Bonn manifeste une grande inquiétude sur le sort des Kosovars

M. Fischer craint que la province soit devenue « un véritable abattoir »

BONN

de notre correspondant
« Je crains que ce soit la répétition des pires exactions qu'on ait connues en Bosnie » et que le Kosovo soit « devenu un véritable abattoir », a déclaré, jeudi 8 avril, le ministre des affaires étrangères allemand, Joschka Fischer (Verts). Parmi les alliés occidentaux, les dirigeants de Bonn continuent d'être les plus alarmistes sur la situation au Kosovo, se livrant chaque jour à des surenchères verbales. « Quand on connaîtra toute la vérité sur les massacres, je crois qu'elle sera plus dure que tout ce qu'on peut supporter », a ajouté Joschka Fischer, qui avait parlé la semaine dernière de « déportation d'un peuple tout entier » et de guerre « ethnique du type des années 30 et 40 ».

Le ministre de la défense, Rudolf Scharping (social-démocrate), qui a depuis le début du conflit parlé de « camps de concentration », de « génocide » (*Völkermord*) ou de « triage » des réfugiés, faisant volontairement allusion au tri opéré lors de l'arrivée des déportés à Auschwitz, a présenté jeudi 8 avril le plan baptisé « fer-à-cheval », qui confirmerait les accusations du gouvernement allemand à l'encontre de Slobodan Milosevic.

Selon Bonn, ce plan a été imaginé par les Serbes pour détruire l'UCK et vider le Kosovo de sa population de souche albanaise. « Notre examen du plan « fer à cheval » confirme hélas tout ce que nous avions estimé pendant les négociations, à savoir que Milosevic voulait gagner du temps pour préparer une déportation systématique » des Albanais du Kosovo, a précisé le ministre de la défense. Ce plan avait été évoqué une première fois devant la presse, mardi, par Joschka Fischer, puis mercredi par Rudolf Scharping. « L'opération a commencé en novembre 1998 au Kosovo. Ce plan est en ce moment examiné chez nous. Il montre que, dans une certaine partie du Kosovo, l'armée et la police yougoslaves ont planifié puis commencé, de novembre 1998 jusqu'au début des négociations de Rambouillet, à déplacer des gens », avait-il déclaré.

PRÉSERVER SES SOURCES

Le texte distribué par le gouvernement allemand à la presse est la compilation de plusieurs sources, dont la plus récente est un document qui a permis de découvrir le nom de code « fer-à-cheval ». Le ministère de la défense n'a toutefois pas apporté de preuves de ce qu'il

avançait ou présenté des documents en provenance directe de Belgrade, visiblement pour préserver ses sources. « Nous avons depuis longtemps des informations en provenance du Kosovo, des services de renseignement, des communications radiophoniques des forces armées yougoslaves et des observations aériennes. A cela s'est ajouté un examen sur ce plan opérationnel. Je ne peux pas décrire comment cela s'est déroulé, car je mettrais en danger des sources auxquelles nous voulons continuer d'avoir accès dans le futur », a expliqué Rudolf Scharping.

INDICES

Les cartes sont des reconstitutions par les Allemands des événements et du plan qui serait suivi par Milosevic, mais ne proviennent pas de Belgrade (voir ci-contre). Le ministre de la défense a démenti tout savoir des intentions de Slobodan Milosevic avant que ne commencent les bombardements de l'OTAN : « Nous avions des indices, mais pas de plan concret. Ce dernier, nous ne l'avons que depuis quelques heures, quelques jours, pour être tout à fait précis. »

Le ministre allemand a critiqué la communication des alliés, souhaitant que l'alliance atlantique publie plus de photos : « Je pense que la politique d'information de l'OTAN est bonne, mais elle doit être plus ouverte et plus offensive. » Dans le même temps, il a reconnu qu'il manquait d'informations, en particulier sur les réfugiés de Blace qui ont soudainement disparu à la frontière du Kosovo. Il a démenti que l'OTAN ait une idée plus précise de ce qui leur était arrivé, grâce à ses observations satellites : « Je ne peux pas juger si des photos satellites qui ont, par exemple, été prises de nuit permettent d'observer le séjour de réfugiés. Je présume que non. Je serais très content aussi de savoir ce qu'il est arrivé à ces gens », précisant que l'on avait affaire à un « régime pour lequel la vie humaine ne compte pas ».

Le ministre a aussi annoncé l'envoi dans les Balkans de deux équipes de renseignement de la Bundeswehr pour interroger les réfugiés du Kosovo : « J'estime nécessaire de rassembler, avec l'aide des personnes déplacées, l'information la plus complète possible sur la situation réelle au Kosovo. Avec tout le respect que j'ai pour les images, elles ne donnent malheureusement pas une information complète. »

Arnaud Leparmentier

diplomatie à propos Slobodan Milosevic

Les dirigeants allemands étaient allés eux aussi très loin ces derniers jours dans un vocabulaire historiquement chargé : le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, avait parlé de « guerre ethnique du type des années 30 et 40 » et son collègue de la défense, Rudolf Scharping, de « génocide ». Tandis que Tony Blair reste calé dans des références plus anglosaxonnes (« apartheid », disait-il jeudi), M. Scharping parle aujourd'hui plus poliment de « déplacement systématique » de la population, même pour en dénoncer le caractère prémédité. Et M. Jospin évoque les populations « presque déportées », comme s'il avait peur du mot « déportation ».

On comprend le motif de ce recul sémantique. M. Jospin a expliqué, jeudi soir, que le but de l'intervention alliée n'était pas l'élimination du président yougoslave mais de son appareil répressif et qu'on n'était pas en guerre contre la Serbie. Il faut laisser à Slobodan Milosevic la possibilité d'arrêter les frappes en donnant son accord à

tout ce qu'on exige de lui ; s'il ne le fait pas et que l'on doive par les bombardements détruire jusqu'au bout son armée, il faut lui laisser encore la possibilité, après cela, d'accepter le règlement qu'on lui imposera. Mais faut-il lui laisser davantage que cela, envisager de « négocier » avec lui, c'est-à-dire rechercher des compromis qui appelleraient des concessions occidentales ? M. Jospin ne s'est pas exprimé sur cette question.

Il y a toutefois des limites aux subtilités rhétoriques. Même si l'on peut discuter à ce jour du recours au terme de « génocide », les dirigeants occidentaux auraient du mal à expliquer que ce qui s'est passé pendant dix jours n'est pas une déportation massive de populations civiles, c'est-à-dire, au regard de la loi internationale, un « crime contre l'humanité ». Quels que soient les mots qu'ils emploient, ils ne pourront pas faire abstraction de ce fait-là lorsqu'ils devront inventer un règlement de sortie de crise.

Claire Tréan

Avirex®
Chinos®
the authentic
American
Friday wear*

*Les authentiques vêtements de détente américains

Pour tout renseignement sur les revendeurs agréés :

Tel. 01.42.21.02.09 - Fax 01.42.21.05.09

L'Angola, la Namibie, le Zimbabwe et le Congo-Kinshasa signent un accord de défense

LUANDA. L'Angola, le Zimbabwe, la Namibie et la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) ont signé, jeudi 8 avril à Luanda, un accord de défense prévoyant une intervention militaire commune si l'un des pays signataires venait à être l'objet d'une agression. L'Angola, la Namibie et le Zimbabwe fournissent déjà un soutien en hommes et en matériel à la RDC, où le régime de Laurent-Désiré Kabila est depuis août 1998 aux prises avec une rébellion interne soutenue par l'Ouganda et le Rwanda.

Au terme d'une journée d'entretiens, les quatre chefs d'Etat se sont déclarés favorables au dialogue pour mettre fin au conflit en RDC. Ils n'ont pas spécifié, en revanche, s'ils allaient coopérer pour combattre l'Unita, le mouvement rebelle de Jonas Savimbi, de nouveau en guerre contre le gouvernement de Luanda depuis décembre 1998. Dans leur communiqué, les chefs d'Etat ont réitéré leur appel aux pays membres de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), à « fournir un soutien matériel, politique et diplomatique » au gouvernement du président José Eduardo dos Santos. Le communiqué condamne l'Ouganda et le Rwanda pour l'aide qu'ils apportent à la rébellion congolaise et à l'Unita. — (AFP, AP)

La Libye renoue progressivement les contacts diplomatiques

WASHINGTON. Le département d'Etat américain a confirmé, jeudi 8 avril, la tenue prochaine d'une réunion associant des diplomates des Etats-Unis et de la Libye, pour la première fois depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, en 1981. Le porte-parole du département, James Rubin, a indiqué que Washington ne s'opposerait pas à la présence de diplomates libyens lors d'une réunion entre le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et des représentants des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sur les sanctions visant Tripoli. Ces sanctions ont été suspendues suite à la remise à la justice par la Libye, le 5 avril, des suspects libyens de l'attentat de Lockerbie.

De son côté, l'Union européenne, qui s'est félicitée jeudi de la décision libyenne, a estimé que la levée des sanctions « permettra le réexamen de la question de [la] participation [de la Libye] au processus de Barcelone », à la coopération entre l'UE et les pays méditerranéens. L'Union européenne « juge souhaitable » cette participation.

AMÉRIQUES

■ **CHILI :** sept dirigeants de la colonie allemande Dignidad maintenus en détention, depuis mardi 6 avril, sur ordre du juge Hernan Gonzalez, ont clamé jeudi 8 avril leur innocence. Parmi eux se trouve le Dr. Hartmut Hopp, gérant de la colonie depuis la fuite de son chef Paul Schaefer en 1996. Le juge a refusé la liberté sous caution des sept responsables, considérant qu'ils représentent « un danger pour la société ». M. Gonzalez enquête depuis deux ans sur les accusations de meurtres et d'abus sexuels à l'encontre d'enfants des environs qui fréquentaient l'école de la colonie, rebaptisée Villa de la Bavière. — (AFP)

■ **BRÉSIL :** la Confédération nationale des travailleurs dans l'agriculture (Contag) a déclaré mercredi 7 avril avoir envahi mardi, Journée nationale d'occupation de la terre, au moins 59 fazendas (grandes propriétés terriennes) pour faire accélérer la réforme agraire. Le président Fernando Henrique Cardoso a dit que si les occupations sont « confirmées » par le ministère de la politique agricole, « elles représentent un acte contre la loi » qui « entraînera des punitions », selon le porte-parole de la présidence, M. Sergio Amaral. — (AFP)

■ **ALENA :** le premier ministre canadien Jean Chrétien est arrivé à Mexico, jeudi 8 avril, alors que le gouvernement canadien repousse la possibilité d'une renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec les deux autres signataires, le Mexique et les Etats-Unis, a déclaré mercredi 7 avril l'ambassadeur du Canada au Mexique, Stanley Gooch. Il a notamment affirmé que le commerce entre le Canada et le Mexique avait plus que doublé, et les exportations de son pays vers le Mexique crû de 127 %, depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA en 1993. — (AFP)

ASIE

■ **INDONÉSIE/TIMOR :** l'Indonésie a répondu favorablement à la demande des Nations unies visant à ouvrir une enquête sur la mort de dizaines d'habitants du Timor oriental cette semaine, a-t-on appris, jeudi 8 avril, auprès des Nations unies. L'ambassadeur australien en Indonésie, John McCarthy, a annoncé vendredi que des diplomates de son pays et des responsables de la Croix rouge allaient se rendre au Timor pour engager une enquête. Des rebelles anti-indépendantistes ont tués plusieurs personnes mardi dans l'église de Liquisa, un village situé à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Dili, la capitale du Timor. — (Reuters.)

EUROPE

■ **ALLEMAGNE :** le taux de chômage brut en Allemagne est passé à 11,1 % en mars, contre 11,6 % en février. Ce résultat pourrait surtout s'expliquer pour des raisons saisonnières : le taux de chômage corrigé des variations saisonnières (CVS) est resté inchangé en mars, à 10,5 %, selon des chiffres publiés jeudi par la Bundesbank. Dans l'ancienne RDA, le taux CVS a même augmenté, passant de 17 % en février à 17,1 %. A l'ouest du pays, ce taux a baissé à 8,9 %, contre 9 % en février. — (AFP)

■ **RUSSIE :** les autorités judiciaires russes ont transmis à Interpol, jeudi 8 avril, un mandat d'arrêt contre le milliardaire Boris Berezovski, autrefois proche de la famille du président Eltsine et aujourd'hui accusé de blanchiment d'argent. Le milliardaire, qui se trouve actuellement en France, avait fait part de son intention de rentrer en Russie. — (AP)

■ **OUZBÉKISTAN :** le président ouzbek, Islam Karimov, a déclaré, jeudi 8 avril, qu'il était opposé à la création d'une base militaire russe dans le Tadjikistan voisin, annoncée mercredi par les autorités russes et tadjikes. Cette base doit être installée dans le sud du Tadjikistan, près de la frontière avec l'Afghanistan, selon l'accord conclu mercredi à Douchanbe. — (AFP)

MAGHREB

■ **ALGÉRIE :** l'armée a abattu mercredi 7 avril un proche collaborateur du chef du GIA et 18 autres rebelles islamistes, rapporte l'agence algérienne APS. Le collaborateur abattu, Rahmouni, connu sous le nom de guerre d'Abou Echouraka, est considéré comme le bras droit du chef du GIA (Groupe islamique armé), Antar Zouabri. — (AFP)

■ **MAROC :** le roi Hassan II a procédé jeudi 8 avril à un léger remaniement ministériel en nommant un nouveau ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Mohamed Benaïssa, en remplacement d'Abdellatif Filali, annonce un communiqué de la maison royale. Ancien ministre des Affaires culturelles de 1985 à 1992, M. Benaïssa, soixante-deux ans, était depuis 1993 ambassadeur du Maroc aux Etats-Unis. — (AFP)

■ **SAHARA OCCIDENTAL :** le Maroc a annoncé mercredi 7 avril que les opérations d'identification par l'ONU des 65 000 membres de trois tribus, contestées par le Front Polisario, mais considérées par Rabat comme « Sahraouis faisant partie du Sahara occidental », commenceront le 1^{er} juin. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **IRAN :** la justice iranienne a accordé, jeudi 8 avril, la liberté provisoire sous caution à l'homme d'affaires allemand, Helmut Hofer, condamné à mort en Iran pour liaison sexuelle présumée avec une Iranienne, mais dont le jugement avait été ensuite cassé par la Cour suprême iranienne. — (AFP)

Le parquet italien requiert quinze ans de prison contre Giulio Andreotti

Le dossier ne s'appuie que sur les mafieux repentis, plaidera la défense

Après 217 audiences et 350 témoignages, la cour d'assises de Palerme a entendu mercredi 7 avril le réquisitoire prononcé contre l'ancien premier

ministre démocrate-chrétien italien. M. Andreotti est accusé d'avoir été « l'homme de référence » de Cosa Nostra en Sicile durant des années avant

de s'en démarquer. Ses avocats plaideront l'innocence et l'inconsistance des accusations portées uniquement par des « repentis », « menteurs notoires ».

ROME

correspondance

Quinze ans de réclusion ont été requis contre le sénateur à vie Giulio Andreotti au procès de Palerme. Pendant plus de vingt ans, l'ancien président du conseil aurait, selon l'accusation, entretenu des liens étroits avec la Mafia, et il serait à l'origine du rapport pervers entre la politique et Cosa Nostra. Celui que l'on appelait l'« inoxydable » a réagi en déclarant que le parquet s'appuie sur des accusations qui ont montré toutes leurs failles au cours des audiences. Sa défense a toujours contesté des preuves de culpabilité, fondées, dit-elle, sur les seules déclarations de repentis, « menteurs notoires ».

Scandaleuse pour la droite et les anciens démocrates-chrétiens, la requête est jugée avec prudence par la gauche. Tout au long des 217 audiences et des 350 témoignages, le « procès du siècle » en Italie s'est joué sur la crédibilité de la trentaine de repentis qui ont accusé celui qui fut sept fois premier ministre d'être devenu l'« homme de référence » de la Mafia à Rome.

Pour s'en convaincre, il faudra attendre l'acte final de cette affaire, qui a débuté en mars 1993. « Manipulite », l'offensive des juges contre la corruption, battait son plein. Beaucoup pensèrent que les magistrats de Palerme étaient allés trop loin en essayant de juger le symbole par excellence de la politique italienne — qui, quelques mois auparavant, avait failli devenir président de la République. Le procès a débuté sous les projecteurs des médias internationaux en septembre 1995. Il s'est déroulé, depuis, pratiquement dans l'indifférence générale. Giulio Andreotti, également en procès à Pérouse pour avoir commandité le meurtre d'un journaliste trop curieux en 1979, a répliqué coup par coup au parquet.

Ce « parrain » démocrate-chrétien de la politique italienne a-t-il pu, comme on l'en accuse, renoncer, à deux reprises, les capi de Cosa Nostra ? Le principal de ses accusateurs, le chauffeur du parrain des parrains « Toto » Riina, raconte que Giulio Andreotti aurait même donné le baiser mafieux à son chef lors d'une réunion, en 1987. Ce cé-

lèbre épisode a souvent été avancé par l'ancien président du conseil pour souligner à la fois l'énormité et l'inconsistance des accusations qu'on lui porte. Le parquet confirme tout. Y compris le baiser.

« BELZÉBUTH » SUR LA LISTE NOIRE

Selon l'accusation, Cosa Nostra et le courant politique « andreottien » en Sicile entretenaient des rapports rodés par les intérêts communs. Sur l'île, les amis du sénateur agissaient comme une structure de pouvoir au service de la Mafia, avec échanges de faveurs mutuelles.

Elimination d'adversaires politiques, y compris à l'intérieur même du parti de Giulio Andreotti, la démocratie chrétienne, d'une part, garanties judiciaires pour les parrains de l'autre. Un pacte avec le diable, interrompu quand l'ancien président du conseil voulut reprendre sa liberté.

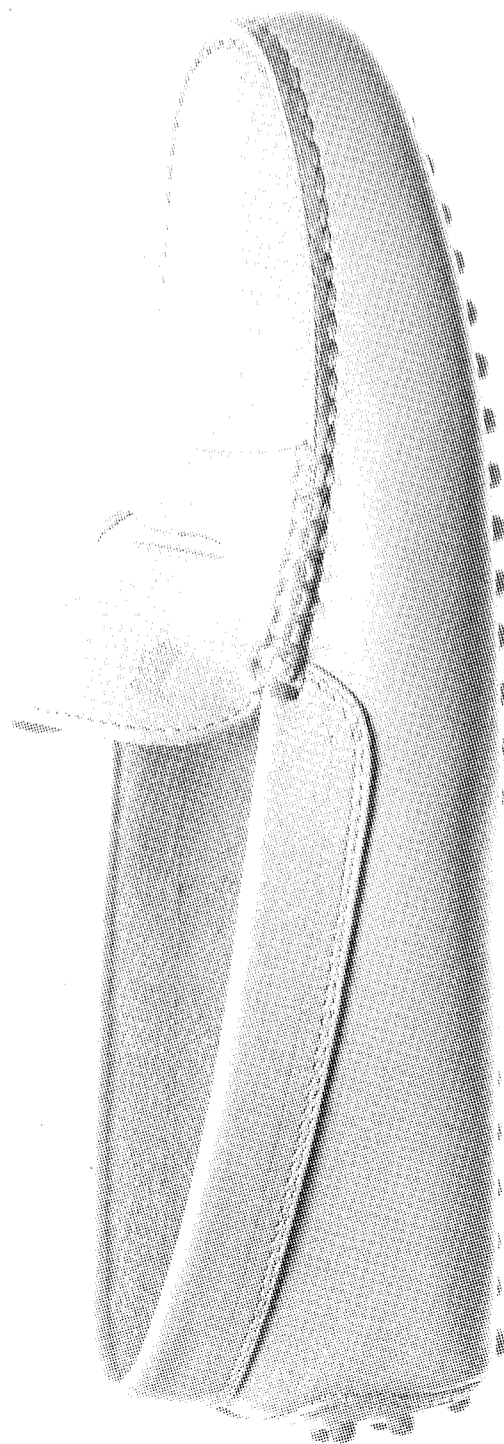
Les décisions en matière de lutte contre la Mafia du gouvernement qu'il présidait au début des années 90, ainsi que les confirmations, par la Cour de cassation, des

dures condamnations contre Cosa Nostra, devinrent la preuve, pour les parrains, que « leur » homme était en train de les lâcher. Ils lui envoyèrent un premier message en assassinant son bras droit en Sicile, le député européen Salvo Lima, en mars 1992. Puis, alors que M. Andreotti était en course pour la présidence de la République, en mai de la même année, ils organisèrent un attentat spectaculaire pour assassiner le juge Falcone.

« Belzébuth », comme on l'appelait déjà, pour les rumeurs sur ses prétendus liens, jamais prouvés, avec la Mafia, était désormais sur la liste noire. Du poste de premier ministre, il devait vite passer au banc des accusés, sous une avalanche de révélations de « repentis ». Giulio Andreotti, qui n'a jamais perdu son flegme, réplique, du haut de ses quatre-vingts ans, qu'il ne fera pas la faveur de s'en aller avant la fin du procès pour pouvoir prouver son innocence. Avec la plaidoirie qui commence maintenant, il pourra au moins essayer.

Salvatore Aloise

TOD'S : Milano Tel. 02.772251 Paris Tel. 01.42664693 Bruxelles Tel. 02.3433130



Ph. Giovanni Gastel

Le régime nord-coréen ne renonce pas à la mainmise de l'Etat sur l'économie

Le nouveau budget exclut une libéralisation

L'Assemblée suprême du peuple a adopté un budget qui réaffirme l'attachement de Pyongyang à l'économie planifiée en dépit des ravages provoqués par la

famine. Le régime entend ainsi tenter de conserver le contrôle de populations soumises à rude épreuve et qui inventent des « voies » capitalistes de survie.

TOKYO

de notre correspondant

En dépit de la famine et d'une quasi-banqueroute économique, le régime de Pyongyang n'entend pas renoncer au contrôle étatique sur l'économie. Au contraire, il semble plus que jamais conscient des dangers que représente la timide libéralisation engagée ces dernières années et, plus encore, celle non contrôlée qu'impose une population affamée qui invente des « voies » capitalistes de survie. Réunie depuis le début de la semaine, l'Assemblée suprême du peuple a approuvé, vendredi 9 avril, un budget en légère augmentation (+ 2 %) et réaffirmé les principes de l'économie planifiée en adoptant la loi de planification pour l'année 1999. Dans un rapport de présentation de cette loi, il est rappelé que la Corée du Nord « exclut le principe du libre marché et entend maintenir fermement l'économie planifiée ».

Le budget, d'un montant de 20 milliards de won (9,2 milliards d'euros), est en légère augmentation par rapport à l'année dernière mais, évalué en dollars, il représente une diminution de près de 50 % par rapport à celui de 1993, font valoir les analystes de la Corée du Nord à Séoul. Les dépenses devraient augmenter de 11 % dans l'agriculture, de 15 % dans l'industrie et de 10 % dans les mines. Mais aucune indication n'a été donnée sur l'origine des ressources destinées à financer ces dépenses dont l'armée absorbe toujours 14,5 %. Le ministre des finances, M^{me} Rim Kyong-suk, a annoncé que le gouvernement entendait « apporter une solution définitive à la crise alimentaire au cours de cette année ».

Le régime semble surtout inquiet

des conséquences de la famine qui entame son contrôle de la population. Elle aurait fait depuis 1995 entre 1,5 et 3 millions de morts et a donné des bribes de libertés à une population qui vit depuis pratiquement un demi-siècle sous la férule de ce qui est devenu, entre-temps, le dernier régime stalinien de la planète.

MIGRATIONS INTERNES

La pénurie alimentaire a progressivement rendu inopérant le système de distribution étatique qui était un des moyens de contrôle social. Le régime a été contraint de laisser la population chercher par elle-même les moyens de sa survie et les marchés agricoles libres se développer. Autrefois, ceux-ci étaient autorisés trois fois par mois : désormais, ils sont quotidiens et l'on y vend ou l'on y échange n'importe quoi. Avec l'aggravation de la pénurie, des mouvements de population sans précédent s'amorcent dans un pays où il a longtemps fallu une autorisation pour se déplacer. Les usines, qui ne tourment plus qu'au quart ou au tiers de leur capacité et qui sont souvent pillées de leurs équipements revendus en pièces détachées en Chine, sont désertées par des ouvriers en quête de nourriture, engendrant un phénomène de migrations internes, voire de vagabondage.

Le flux croissant d'immigrants passant en Chine (plus de 400 000 en 1998) a, en outre, pour conséquence un entrebâillement du pays qui entame lentement l'ignorance de la réalité extérieure dans laquelle a été maintenue sa population. A entendre les réfugiés avec lesquels nous avons parlé récemment dans

la région frontalière sino-nord-coréenne, il est clair que les « rumeurs » sur la réalité extérieure se répandent rapidement et de plus en plus profondément dans le pays. Avec les marchés libres, la population a découvert les mécanismes de l'offre et de la demande, la valeur de l'argent et la corruption, devenue une pratique courante.

Sous l'effet de la pénurie et de la banqueroute du système collectiviste, les Coréens du Nord sont en train de découvrir qu'ils peuvent vivre – ou survivre – sans le régime. La réaffirmation des principes de l'économie planifiée par l'Assemblée suprême du peuple indique que Pyongyang a pris conscience du travail de sape produit par la famine et de l'apparition d'un embryon d'économie de marché. Comment pourra-t-il remettre la population dans le « droit » chemin du socialisme ?

La crise de confiance en un système qui n'est plus capable de nourrir sa population a entamé l'endoctrinement, autre mécanisme de contrôle. Les immigrants qui passent en Chine sont assurément une minorité. Ils ne militent pas en faveur de la chute du régime, beaucoup ne sont pas des demandeurs d'asile et ont laissé en Corée du Nord leur famille. Ils n'ont qu'une préoccupation : survivre. Mais il est frappant de constater, à les entendre, combien les bases idéologiques du régime paraissent entamées. Il ne reste guère à ce dernier que la répression (internement, exécutions), à laquelle il a déjà recouru, pour chercher à endiguer la libéralisation anarchique, fille de la famine, qui a commencé.

Philippe Pons

Washington et Pékin ne se sont pas encore entendus sur l'entrée de la Chine à l'OMC

Reçu jeudi à Washington, le premier ministre chinois a fait quelques concessions commerciales tandis que Bill Clinton défendait sa politique de « partenariat stratégique »

WASHINGTON

de notre correspondant

Le premier ministre chinois a été reçu, jeudi 8 avril à Washington, par Bill Clinton. A un moment où les relations sino-américaines sont au plus bas, la visite de Zhu Rongji s'annonçait délicate. Mais les deux dirigeants ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour s'efforcer de gommer – du moins publiquement – leurs divergences. Ils ne sont pas parvenus, après treize ans de négociations, à s'entendre sur l'admission de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce. Ils se sont néanmoins félicités, dans un communiqué, des progrès accomplis et ont annoncé qu'un accord sur l'OMC interviendrait d'ici novembre.

Les deux dirigeants ont abordé les graves différends qui empoisonnent leurs relations : espionnage nucléaire chinois, transferts de technologies sensibles, financement de la campagne de Bill Clinton en 1996, droits de l'homme, ouverture du marché chinois, Taïwan, Corée du Nord, auxquels s'ajoute l'opposition de Pékin à l'intervention de l'OTAN au Kosovo. La solution la plus sage semblait de prendre acte de ces désaccords et de passer aux choses sérieuses comme les affaires. Ce qu'a fait, d'une pirouette, M. Zhu en déclarant que « les bons amis ne sont pas ceux qui disent toujours oui mais ceux qui savent dire non ! ».

La Chine et les Etats-Unis ont conclu plusieurs accords ouvrant des fragments du marché chinois aux industriels et agriculteurs américains. Les milieux d'affaires sont attirés par les perspectives offertes par la Chine, cinquième partenaire commercial des Etats-Unis

et avec laquelle le déficit commercial a été de 57 milliards de dollars l'an dernier. Ainsi poussé, Bill Clinton a défendu sa politique d'« engagement constructif » et de « partenariat stratégique ». « Si la Chine est prête à accepter la règle du jeu du commerce, ce serait une erreur inexplicable de dire non » à son entrée dans l'OMC, a-t-il dit, avant de dénoncer « la campagne de guerre froide menée contre la Chine pour des raisons électorales » par ses adversaires républicains. Très soucieux de rejoindre l'OMC, les Chinois l'ont remercié en offrant des concessions commerciales.

Les deux dirigeants ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour s'efforcer de gommer – du moins publiquement – leurs divergences

Pour Bill Clinton, le terrain est miné. Lui qui avait dénoncé en 1992 les faiblesses à l'égard de Pékin de George Bush est accusé d'avoir bénéficié d'argent chinois lors de sa campagne de 1996. Le *Los Angeles Times* vient de révéler que le chef du renseignement militaire y avait contribué pour près de deux millions de francs. Les len-

teurs de l'administration à réagir aux accusations d'espionnage nucléaire ont également été exploitées par les républicains, qui y voient un signe de faiblesse. La révélation d'un nouveau cas d'espionnage concernant la bombe à neutrons, qui aurait eu lieu sous la présidence Clinton, ainsi que sur les ventes de matériel sensible à Pékin – pour 90 milliards de francs en dix ans, parfois livrés directement aux usines fabriquant des bombes, des missiles ou des radars – ne contribuent guère à améliorer l'image du régime chinois auprès du Congrès comme de l'opinion.

Zhu Rongji a démenti ces accusations et promis de faciliter l'enquête. Bill Clinton a réitéré ses critiques contre les violations des droits de l'homme. Mais les deux hommes ne sont pas seuls maîtres à bord. Le premier est soumis aux pressions des durs du régime communiste chinois contre ses réformes économiques. Le second sait que sa politique chinoise est condamnée par ses adversaires – et par quelques-uns de ses amis – et il n'est pas sûr que le Congrès ratifierait un accord sur l'admission de la Chine à l'OMC. Chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott a dénoncé des « pratiques commerciales prédatrices » de la Chine, ajoutant que « la laisser entrer à l'OMC en ce moment montre jusqu'où l'administration est disposée à aller pour sauver de l'échec sa politique de partenariat stratégique ». M. Clinton a sans doute jugé que les intérêts économiques valaient bien ces ennus.

Patrice de Beer

Du 1^{er} au 30 avril

Nouvelle gamme XSARA à partir de

75 900 F⁽¹⁾

LA SEULE VOITURE ÉQUIPÉE EN SÉRIE DE:

ABS – 4 Airbags – Essieu arrière autodirectionnel
Direction assistée



Exceptionnel

10 000 F⁽²⁾

d'économie sur SAXO

DE SÉRIE SUR SAXO EXCLUSIVE:

Airbag conducteur – Direction assistée
Système audio RDS – Vitres avant électriques



Et aussi:

XANTIA à partir de 90 000 F⁽³⁾

BERLINGO à partir de 66 900 F⁽³⁾

<http://www.citroen.fr>

3615 CITROËN (1,29 F/mn)

CITROËN préfère TOTAL

Tous nos véhicules sont équipés de pneumatiques Michelin. (1) Économie de 8100 F sur le tarif conseillé du 1/04/99 A.M. 99, uniquement pour l'achat d'une Xsara Coupé 1.4i X neuve. Offre non cumulable réservée aux particuliers dans le réseau participant. Modèle présenté: Xsara Coupé 2.0i 16V VTS avec option: 137 000 F. (2) Économie de 10 000 F pour l'achat d'une Saxo neuve modèle SX. Exclusive. VTS sur le tarif conseillé du 1/04/99 A.M. 99. Offre non cumulable réservée aux particuliers dans le réseau participant. (3) Citroën ajoute à la valeur de reprise de votre véhicule: 15 000 F pour l'achat d'une Xantia berline 1.8i X neuve, 10 000 F pour l'achat d'un Berlingo 1.4i X neuf. La valeur de reprise est calculée en fonction du cours moyen de l'argus du jour, du kilométrage, des éventuels frais de remise à l'état standard et d'un abattement de 15% pour frais et charges professionnels. Offres non cumulables réservées aux particuliers, valables sur véhicule d'une cylindrée inférieure ou égale à celle du modèle neuf acheté, dans le réseau participant. Tarif conseillé du 1/04/99 A.M. 99.

CITROËN

GAUCHE Le Parti socialiste réunit, samedi 10 avril, une convention nationale extraordinaire pour adopter le programme de la liste qu'il a formée avec le Mouvement des ci-

toyens et le Parti radical de gauche. Les militants, appelés à approuver cette liste, n'ont pas participé massivement au vote, ceux qui l'ont fait entérinant massivement les choix de

la direction. ● NUMÉRO TROIS sur la liste, Sami Naïr, vice-président du MDC, explique au Monde que les socialistes et les partisans de Jean-Pierre Chevènement sont d'accord

sur la nécessité d'aboutir à une solution politique du conflit du Kosovo. ● LE PROGRAMME de la liste PS-MDC-PRG abandonne la notion de « fédération d'Etats-nations » au

profit de celle d'« union librement consentie de nations et de peuples ». Il plaide pour une Europe « au service de l'emploi, de la croissance et du progrès social ».

Les socialistes et les chevènementistes confirment leur alliance

En dépit des divergences apparues au sujet de la guerre contre la Serbie, la liste que François Hollande conduira aux élections du 13 juin associe le Mouvement des citoyens à sa campagne pour une construction européenne orientée à gauche et intégrant l'idée d'une défense commune

COMME si de rien n'était, ou presque, ils seront tous là, samedi 10 avril, au Palais de la Mutualité, à Paris, pour célébrer le « PACS » entre le Parti socialiste, le Mouvement des citoyens (MDC) et le Parti radical de gauche (PRG) pour les élections européennes. Le désaccord sur le conflit du Kosovo entre Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement, réaffirmé dans nos colonnes, mais d'une manière apaisée, par Sami Naïr, en troisième position sur la liste de François Hollande, n'a pas empêché l'union de ceux qui s'étaient séparés, en 1993, sur des visions antagonistes de la construction européenne. Le premier ministre devrait être présent, en témoin muet de la cérémonie, comme d'autres membres du gouvernement, et, en bonne place, le ministre de l'intérieur, aux côtés de Jean-Michel Baylet, président du PRG.

M. Hollande fera figure de grand prêtre : maître des cérémonies consensuel, il prendra la parole avec les trois suivants de sa liste, Pervenche Berès, chef de file des eurodéputés socialistes français à Strasbourg, M. Naïr et Catherine Lalumière (PRG). Cette convention socialiste ouverte à ses alliés sera surtout l'occasion pour M. Hollande de lancer sa campagne, dont le conflit du Kosovo n'a modifié en rien le calendrier. Pour le premier secrétaire du PS,

l'intervention de l'OTAN montre que l'Europe de la défense est « cruellement absente » et que « jamais l'Europe n'est apparue aussi nécessaire qu'aujourd'hui ». Sur BFM, jeudi, M. Hollande, qui devrait annoncer une initiative des sociaux-démocrates européens sur le Kosovo, s'est démarqué de Robert Hue, partisan d'« une campagne gaie et joyeuse » : « Je préfère faire une campagne sérieuse et utile plutôt qu'une campagne d'incantations et de sourires, mais qui ne donne rien à l'arrivée. »

RÉSERVES BUCCO-RHODANIENNES

Avant la cérémonie de « passage » avec le MDC et le PRG, le PS réunit une convention extraordinaire pour ratifier l'adoption, par les militants, de sa liste de 87 candidats. Vendredi matin, sur 70 % des fédérations, la participation au vote était de 43,25 % et l'adhésion à la liste proposée était de 86,15 %. Seule la fédération des Bouches-du-Rhône, mécontente de l'éviction de son premier secrétaire fédéral, François Bernardini, s'est singularisée par une faible participation de 25 %. Cette convention extraordinaire adoptera aussi le programme commun des trois partis de la liste, présenté sous la forme d'un petit livre carmin de 22 pages. Intitulé « Construisons notre Europe », il présente des propositions inspirées du mani-



festé du Parti des socialistes européens adopté, le 1^{er} mars, à Milan, et offre une savante synthèse entre le texte de la convention « nation-Europe » du PS et des accords séparés avec le MDC et le PRG.

Ce programme se décline de la même manière que la plate-forme du PS pour les élections législatives de 1997, « Changeons d'avenir », en déclinant en trois chapitres le thème « construisons notre Europe » : l'« Europe de la

croissance et de l'emploi », l'« Europe au service des citoyens », « une Europe puissante ». Le petit livre carmin lui permet ainsi d'aller plus loin que le manifeste du PSE, notamment sur la réduction du temps de travail. Il lui permet aussi de contourner les obstacles nés de ses divergences avec le MDC. Ainsi, il ne parle pas de « fédération d'Etats-nations », comme dans le texte de sa convention « nation-

Europe » mais d'« Union librement consentie de nations et de peuples ». Il ne reprend pas l'idée, avancée dans l'accord avec le MDC, du maintien, « pour le moment », de la « règle de l'unanimité », « chaque fois qu'est en jeu un intérêt vital », en proposant de « mettre le Conseil en mesure de décider efficacement, par l'extension du vote à la majorité partout où cela est souhaitable, et par une pondération des voix équitable ».

« CONVERGENCE SOCIALE »

Sur la croissance et l'emploi, le programme commun prône un pacte européen pour l'emploi avec, comme pour l'euro, des « critères de convergence ». La stratégie « coordonnée de croissance durable, s'appuyant à la fois sur la consommation et l'investissement », prévoit un soutien aux grands travaux et aux nouvelles technologies d'information au moyen du lancement d'un grand emprunt européen. Il préconise une baisse de la TVA « sur les activités à forte main-d'œuvre ». Il propose aussi la négociation d'un traité social, « avec des critères de convergence sociale inscrits dans un calendrier contraignant et contrôlé », l'instauration d'un salaire minimum européen et d'un mécanisme de « convergence des salaires ». Surtout, il veut « engager la réduction du temps de travail à travers l'Union pour aboutir à

35 heures en l'an 2005, selon le principe "la négociation autant que possible, la loi autant que nécessaire" ».

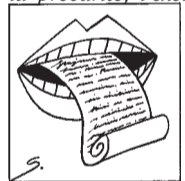
Le Conseil de l'euro est appelé à devenir « une institution de coordination des politiques économiques, véritable gouvernement économique face à la Banque centrale européenne ». Cette dernière devrait être contrôlée « régulièrement » par le Parlement européen et voir inscrit dans ses statuts l'« objectif de la croissance et du plein emploi ». Le programme commun propose aussi « un plan d'harmonisation de la fiscalité sur le capital et les bénéfices des sociétés », la création d'« une taxe sur les transactions financières internationales », une charte européenne des droits civiques, économiques et sociaux, la création d'une carte de sécurité sociale « valable dans toute l'Union », l'instauration d'« un revenu minimum garanti pour tous ».

Le conflit du Kosovo donne plus d'acuité aux propositions sur la sécurité dans le monde. Le programme commun veut encourager, « avec les Etats européens qui le veulent », les initiatives « allant dans le sens d'une défense commune ». Il reprend aussi l'idée socialiste de s'orienter vers une « Constitution de l'Union européenne ». Sans avancer de date.

M. N.

« Une union librement consentie de nations et de peuples, dans le respect de chacun et l'intérêt de tous »

LE PROGRAMME du Parti socialiste, du Mouvement des citoyens et du Parti radical de gauche, intitulé « Construisons notre Europe », s'ouvre par une introduction de François Hollande, tête de liste. « Le chômage, la précarité, l'exclusion menacent nos sociétés », écrit



VERBATIM

M. Hollande. La guerre, à nouveau, résonne au cœur du continent. C'est pour (...) assurer à tous la paix, la liberté et la dignité que nous voulons poursuivre la construction de l'Union européenne. (...) Dans un monde de six milliards d'hommes et de femmes, c'est en unissant nos forces, nos volontés et nos ressources que nous parviendrons à faire entendre notre voix, à défendre nos intérêts, notre civilisation et notre culture. »

« Nous voulons une Europe au service de la croissance économique, de l'emploi, du progrès social, de la défense des droits de l'homme, de l'environnement et du cadre de vie », ajoute M. Hollande, qui, rappelant que les socialistes participent au gouvernement de treize pays de l'Union sur quinze, souligne que ce programme pré-

sente, à partir des vingt et un engagements du manifeste du Parti des socialistes européens, les propositions « qui guideront l'action [des élus de sa liste] au sein du Parlement européen ».

« Cette entreprise, conclut M. Hollande, est sans précédent dans l'histoire de l'humanité : une union librement consentie de nations et de peuples, dans le respect du génie de chacun et dans l'intérêt de tous. Un exemple pour tant de régions déchirées aujourd'hui par les conflits ou, pire, par la guerre. Notre pays, la France, est à l'origine de l'idée européenne. Loin d'aliéner sa souveraineté, sa participation active à l'Union européenne lui assure un avenir digne de son grand passé. »

Le MDC a fait annexer à ce texte la déclaration suivante : « Le programme du Parti socialiste pour les élections européennes rejoint les orientations que le Mouvement des citoyens est résolu à défendre, afin de donner à la gauche et au gouvernement de Lionel Jospin toutes ses chances : pour réorienter la construction européenne dans le sens de la croissance et de l'emploi, pour aller vers une Europe politique et sociale, démocratique et respectueuse des nations. »

TROIS QUESTIONS À...

SAMI NAÏR

1 Vous êtes numéro trois sur la liste socialiste et vice-président du Mouvement des citoyens, qui désapprouve les bombardements en Yougoslavie. Comment gérez-vous cette contradiction ?

Le véritable problème, c'est de sortir de la situation de guerre dans laquelle Milosevic et, en réponse, l'OTAN ont placé l'Europe. Nous devons être conscients du fait qu'il n'y a pas de bonne solution.

La meilleure solution, aujourd'hui, et la seule qui préserve l'avenir, notamment un cadre de vie commun pour tous les peuples qui constituent cette région, c'est la solution politique, pour interrompre l'engrenage de la guerre, de la purification ethnique, de la catastrophe humanitaire que constitue l'exode. C'est ce qui nous

unit, au-delà de nos appréciations différentes sur le contenu et les formes de ce conflit.

2 Partagez-vous l'objectif du programme commun d'une « défense commune » en Europe ?

Ce qui se passe aujourd'hui au Kosovo démontre, s'il en était besoin, la nécessité de parvenir un jour à une défense commune européenne. L'OTAN ne doit pas se substituer à la volonté des nations européennes d'exister par elles-mêmes. Tout ce qui va dans le sens d'une autonomie stratégique de l'Europe est pour moi positif. Il faut donc explorer les voies qui s'ouvrent avec les pays désireux d'aller dans ce sens.

3 Le PS reste favorable à une extension de la majorité qualifiée. Allez-vous faire entendre votre différence ?

Ce débat a été tranché. Nous avons affirmé clairement notre attachement à la règle de l'unanimité,

té pour ce qui concerne les questions d'intérêt vital pour les nations. Il n'y a aucune raison de cacher aux électeurs notre position. Il n'y a pas, sur ce sujet, de divergences entre les différents partis qui composent la liste dirigée par François Hollande.

Nous exprimerons, durant cette campagne, les positions communes que nous avons adoptées avec nos partenaires et nous expliquerons patiemment les points qui nous paraissent importants dans la lutte pour la construction d'une Europe de la croissance, de l'emploi et de la citoyenneté véritable. Nous mettrons l'accent sur ce qui nous paraît insuffisamment mis en valeur en Europe aujourd'hui, notamment la nécessité d'une véritable politique de solidarité avec l'Est et le Sud, par le codéveloppement et le renforcement des droits sociaux face aux politiques libérales.

Propos recueillis par Michel Noblecourt



Les socialistes renoncent à élargir la couverture maladie universelle

L'amendement des Verts est rejeté

LA DISCIPLINE est revenue chez les socialistes. Jeudi 8 avril, le groupe PS de l'Assemblée nationale a rétabli, lors d'une deuxième délibération de la commission des affaires sociales, le seuil de revenus mensuels de 3 500 francs pour bénéficier de la couverture maladie universelle (CMU). La veille, quelques défections dans ses rangs avaient permis aux Verts de faire adopter un amendement relevant ce seuil à 3 800 francs avec l'appui des communistes, du groupe RCV et de l'opposition (*Le Monde* du 9 avril). Les partenaires de la CMU (caisses d'assurance-maladie, mutuelles et assurances) « ont tout intérêt à ce qu'il n'y ait pas, tous les ans, un débat sur le seuil. C'est déstabilisant pour eux », a plaidé Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe), rapporteur de la commission.

Toutefois, pour « atténuer » l'effet de seuil, M. Boulard a fait adopter un amendement qui permet – sans obligation – aux organismes complémentaires de créer un « fonds d'accompagnement » en faveur des personnes « se trouvant au-dessus du seuil ». Ainsi, les bénéficiaires dont les revenus franchiraient la barre des 3 500 francs profiteraient, pendant un an, d'un tarif préférentiel pour prolonger leur couverture complémentaire. Mercredi, une première alternative au relèvement du seuil avait déjà été adoptée, avec l'extension du tiers-payant aux personnes qui s'engagent à consulter le même praticien.

Les députés ont, par ailleurs, décidé d'ouvrir le conseil d'administration – qui contrôlera le dispositif CMU – aux membres du Parlement, à des représentants d'association, des régimes obligatoires et

des assureurs. « Ce sera le seul endroit où tous les tiers-payeurs seront autour d'une table, se félicite M. Boulard. Les acteurs de la complémentaire n'ont jamais été rassemblés. Si on les mettait en avant dans la régulation des dépenses de santé, ce dossier serait beaucoup moins politique », ajoute-t-il.

ÉVITER LA SÉLECTIVITÉ

La commission a également jugé utile d'interdire aux organismes complémentaires de « tenir compte » des résultats des tests génétiques des bénéficiaires de la CMU. Il s'agit d'envoyer un premier message pour empêcher la sélectivité des risques, « sinon, dans trois ans, nous devons voter une seconde CMU non pas en fonction des ressources financières des bénéficiaires, mais de leur âge, de leur pathologie et de leurs affections », souligne le rapporteur. En réalité, cette mesure reprend une partie du contenu du moratoire décidé, dans ce domaine, en 1994, par les sociétés d'assurance, et récemment prolongé par leur fédération nationale jusqu'en 2004. La commission a décidé d'étendre la période de transition à six mois – jusqu'au 30 juin 2000 – pour faciliter le basculement des personnes prises en charge par l'aide médicale gratuite vers la CMU. Les personnes entrant dans le champ de la CMU qui possèdent déjà une couverture complémentaire n'auront plus la possibilité de résilier leur contrat si l'organisme dont elles dépendent fait partie du dispositif. Le projet de loi sera discuté en séance publique, mardi 27 avril.

Clarisse Fabre
et Isabelle Mandraud

Le gouvernement et les syndicats préparent la campagne des retraites

Le rapport Charpin ne sera remis au premier ministre qu'à la fin avril

La remise au premier ministre du rapport du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, sur l'avenir des retraites, est retardée à la fin avril. Elle marquera le dé-

but d'une campagne d'information. Le gouvernement s'y prépare, ainsi que les syndicats, qui ont planifié des réunions dans tout le pays sur le sujet.

LES RETRAITES méritent que l'on prenne son temps : ce message, martelé à Matignon, a trouvé une nouvelle justification avec la guerre du Kosovo. La remise du rapport Charpin sur les retraites à Lionel Jospin est une nouvelle fois retardée. Prévue initialement pour début avril, puis à la mi-avril, elle ne se fera finalement qu'à la fin du mois. Le premier ministre devrait alors annoncer le lancement d'une large campagne d'information.

Le rapport du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, qui a pointé les déséquilibres financiers des différents régimes et tracé quelques pistes, sera alors édité, probablement dans une version simplifiée. Certains, comme Jean Le Garrec, président (PS) de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, plaident même pour une distribution aussi large que possible d'un résumé en quatre pages afin de poser les termes du débat. Le coup d'envoi de cette campagne serait donné par une première rencontre officielle sur le sujet entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Puis s'engagera une nouvelle étape entre les protagonistes, placée sous le signe de la concertation.

NÉGOCIATIONS DÉCENTRALISÉES

Le gouvernement souhaite, en même temps, impliquer le Parlement dans le processus. Les élus seront ainsi conviés à exprimer leurs points de vue. L'hypothèse d'une séance sans vote à l'Assemblée nationale est évoquée. M. Le Garrec a, pour sa part, proposé la création d'une commission *ad hoc* qui pourrait se saisir du dossier. A la fin de l'année, si tout va bien, le

gouvernement fera alors connaître les décisions qu'il compte prendre pour réformer les retraites. Mais déjà, au Parti socialiste, on laisse entendre que la mesure-phare préconisée par le rapport Charpin, l'allongement de la durée de cotisations à quarante-deux ans et demi – au lieu de quarante ans pour les salariés du privé, à l'heure actuelle, et de trente-sept ans et demi pour les agents du public –, ne peut pas être applicable de façon uniforme. De fait, bien que l'entourage du premier ministre affirme n'écarter aucune piste de réforme, les futures négociations seront sans doute décentralisées, entreprise par entreprise dans certains cas.

Pour diverses raisons, l'ouverture d'une campagne d'information, en tout cas, enchante les partenaires sociaux. Beaucoup, persuadés que la bataille va se jouer auprès de l'opinion publique, ont d'ailleurs bâti leur propre dispositif de campagne. Le Medef fera connaître ses positions, mardi 13 avril, au cours d'une classique conférence de presse. Les syndicats, eux, feront plus. La CFDT a prévu d'organiser plus de cinq cents réunions dans les régions et dans les entreprises. Inquiète à l'idée que le rapport Charpin « tombe dans les oubliettes » ou que l'on puisse « réformer la société sans [elle] », la confédération de Nicole Notat redoute par-dessus tout... l'influence des médias. « Les retraites vont donner lieu à une guerre des titres, avec un mélange de catastrophisme, de polémique et de simplisme », dénonce Jean-Marie Toulisse, secrétaire confédéral, qui estime qu'« à l'heure de l'audiovisuel » le gouver-

nement devrait se donner les moyens de toucher chaque citoyen. La CFDT affirme avoir déjà réuni, à la fin mars, quelque huit cents personnes, aux arsenaux de Brest, des postiers à Clermont-Ferrand et des métallurgistes à Nancy. Elle s'apprête à distribuer largement tracts et magazines.

« UN DÉBAT MAJEUR »

La CGT, plus que jamais soucieuse d'unité syndicale – « Si on aborde les retraites en ordre dispersé, on a perdu d'avance », souligne son responsable des questions économiques, Jean-Christophe Le Duigou –, est sur la même longueur d'ondes. Ici aussi, les réunions, au niveau des départements, vont se multiplier, et bon nombre de militants ont suivi des « stages » de préparation au grand débat qui s'annonce... « Notre souci va être de faire de la communication pour faire réfléchir collectivement, travailler en profondeur avec les citoyens. Les retraites ne sont pas un sujet technique ni secondaire, mais un débat majeur », affirme M. Le Duigou. « Les deux tiers des salariés estiment ne pas être correctement informés », ajoute-t-il. Un avis partagé par la CFDT comme par le gouvernement...

Dans un tout autre style, FO a également décidé d'interpeller les Français en faisant circuler pétition et tracts. Enfin, à gauche de la gauche, les « anti-Charpin » réunis au sein de la Fondation Copernic (*Le Monde* daté 4-5 avril) ont eux aussi anticipé la campagne en publiant un livre. La campagne peut commencer.

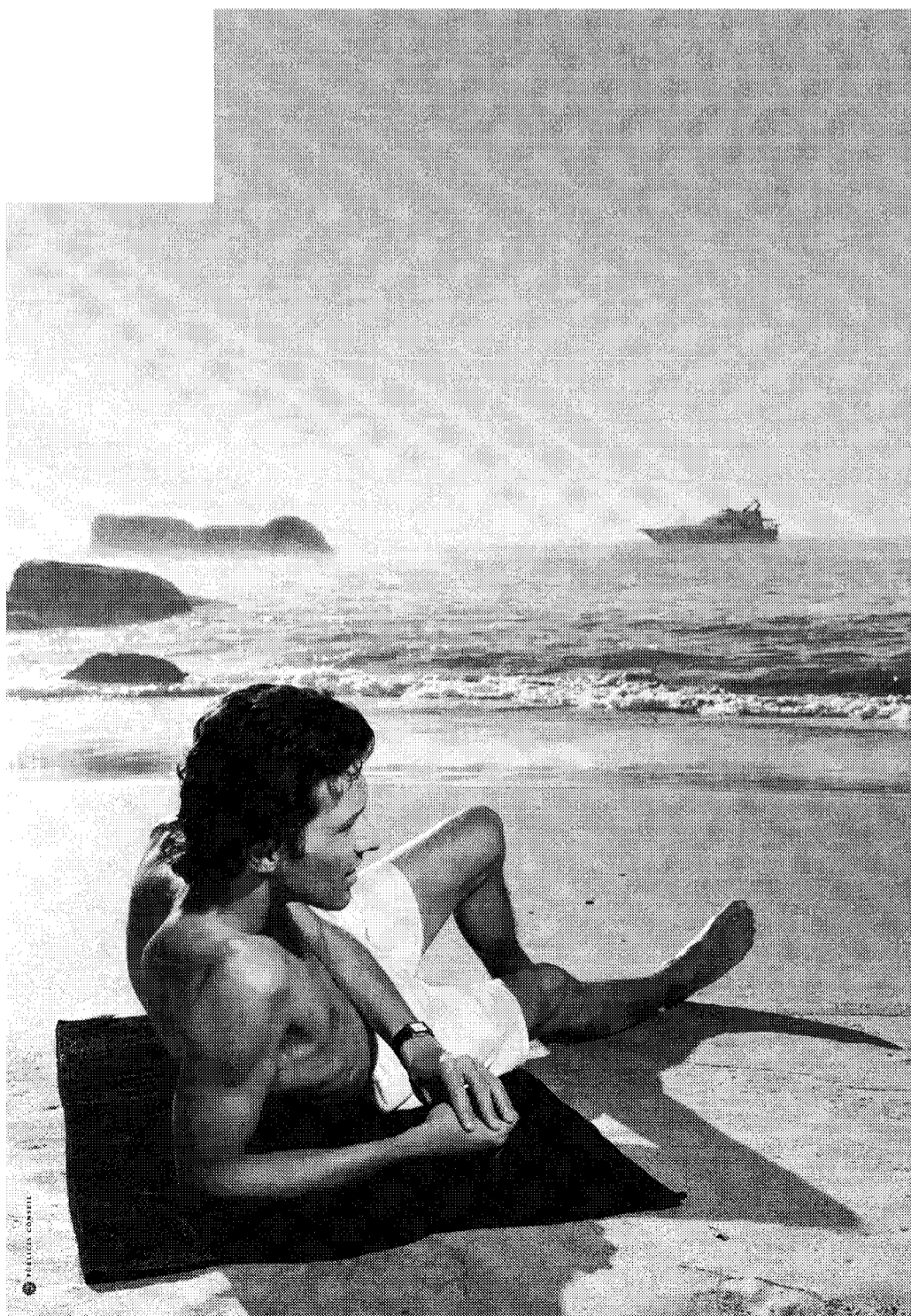
I. M.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : la cote de popularité de Jacques Chirac et celle de Lionel Jospin sont en forte hausse, selon le sondage d'Ipsos réalisé, les 2 et 3 avril, auprès d'un échantillon national de 966 personnes et publié par *Le Point* (daté 10 avril). Selon cette enquête, le chef de l'Etat recueille 67 % d'opinions favorables (+5 points en un mois), contre 27 % d'opinions négatives. De son côté, le premier ministre progresse de 8 points en un mois, avec 65 % de bonnes opinions (29 % de mauvaises). Les jugements favorables au chef du gouvernement sont en très forte hausse chez les sympathisants du RPR (55 %, +14 points) ; ils s'érodent, en revanche, chez les communistes (54 %, en baisse de 4 points).

■ **NÉGOCIATION** : le patronat (Medef, CGPME) et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) ont décidé, jeudi 8 avril, de reconduire pour trois ans, en l'état, l'accord interprofessionnel de 1995 sur la négociation collective, qui était arrivé à échéance en octobre 1998. La CGT a indiqué qu'elle ne le signerait pas, tandis que FO a réservé sa réponse. Conclu une première fois à titre expérimental pour trois ans, le 31 octobre 1995, cet accord permet à un employeur, dans les entreprises dépourvues d'organisations syndicales, de négocier avec des salariés mandatés par un syndicat, ou directement avec des élus du personnel, à condition qu'un accord de branche permette ces modalités de négociation.

■ **HAUTS-FONCTIONNAIRES** : le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a entamé, en début de semaine, une série de rencontres avec les organisations syndicales pour leur soumettre les grandes lignes de son plan de revalorisation de la haute fonction publique. La réforme, qui devrait être bouclée d'ici trois ou quatre mois, vise à moderniser le fonctionnement de la haute administration et à en revaloriser les traitements. Ces revalorisations ne relèveraient pas de mesures de portée générale, mais seraient ciblées, notamment, sur la fin de carrière des administrateurs civils. Le gouvernement entend à cette occasion obtenir une meilleure transparence des systèmes de primes.



Nouveau

A quoi pense un enfant dans la guerre ? A la guerre ! Bruna, Beria, Alban, Fetim, des enfants du Kosovo, vivent dans les camps de réfugiés. Ils parlent de leur vie, de Milosevic, des jouets qu'ils ont dû laisser, et de leurs nuits peuplées de mauvais rêves



HIEN LAM DUC/AGENCE VU

De jeunes Kosovars réfugiés à Kukës, en Albanie.

Les cauchemars des enfants de la guerre

« La journée, je ne pense pas à EUX, mais dès que je me couche, je les revois, tout en noir, avec leurs cagoules ! »

des cauchemars. Hier, il y a eu du vent, une porte a claqué, ils se sont réveillés, effrayés, croyant à l'explosion de bombes. »

« La journée, je ne pense pas à eux, mais dès que je me couche, je les revois, tout en noir, avec leurs cagoules ! », dit Mire, onze ans et demi, faisant allusion aux miliciens serbes qui leur ont intimé l'ordre de partir. « Ils avaient de la boue, de la fumée sur le visage, on ne voyait que leurs yeux, renchérit Beria, treize ans. Ils criaient, nous poussaient. Avec trois doigts, ils faisaient le signe des Serbes. » A-t-il eu le peur ? Il met ses mains dans ses poches, redresse sa petite taille, hausse les épaules et dit, de sa voix éraillée : « Non... Oui... Un peu, comme tout le monde ! » « Ils ont sûrement cassé mon vélo », ajoute-t-il. Ses copains rigolent : « Ton vélo, ils l'ont massacré. »

Il regrette surtout ses livres. « Heureusement, j'ai pu en sauver un, celui que je préférais. Comme j'avais entendu dire que les Serbes nous chasseraient, j'ai confié mon livre sur Mic Soculi à la grand-mère, qui est restée à Pristina », dit-il, fièrement, comme s'il avait joué un bon tour aux Serbes. Qui est Mic Soculi ? « Un grand héros de notre peuple, qui a lutté contre les Turcs. » Que dirait-il à Milosevic, s'il était en face de lui ? « Je lui dirais... je lui dirais... je lui dirais : "Si j'étais grand, je te tuerais !" » « C'est un salaud. Pourquoi il ne nous laisse pas tranquilles ! », renchérit un de ses amis. Un autre : « C'est une personne cruelle. Je crois qu'il n'aurait même pas le courage de venir face à moi, de me regarder. »

Comment Beria voit-il son ave-

nir ? « D'abord, je rentrerai au Kosovo, quand ce sera une République. » Une République ? « Cela veut dire être libre dans mon pays, avec nos écoles, que les Serbes ont voulu occuper, avec notre langue. » Et après ? « Si la situation se calme, alors je serai dentiste. Si cela reste comme cela, je me battrais avec l'UCK », dit le petit homme, sérieux comme un pape. Il se détendra en parlant de l'anneau qu'il porte à l'oreille. « Mes parents ne voulaient pas. Mais, comme tous les copains de mon équipe de football en avaient un, j'ai fait comme eux. » Il prend ses amis à témoin, en remuant la main : « Quand je suis rentré chez moi, qu'est-ce que je me suis fait engueuler ! » Tout le monde rit. Voudrait-il aller en France ? « Oui, mais pas pour toujours. Là bas, il y a de beaux paysages, de beaux stades, et c'est le pays de Zidane. »

Visage piqueté de taches de rousseur, grande mèche qui lui cache les yeux, Herolind, onze ans, avoue avoir beaucoup pleuré. « Pour mon père, qui est resté chez nous, mais aussi pour mes livres et mes jouets, qu'ils ont pris. » Il se souvient avoir longtemps marché à travers la campagne. « Nous ne mangions que du pain avec un peu de fromage. » Puis il est monté dans une carriole, tirée par un tracteur. « C'était long, très long. » Il a eu très faim durant le voyage, car le tracteur a eu une panne et ils sont restés des heures et des heures à tenter de le réparer. Il se souvient aussi « des Serbes qui prenaient tous nos papiers et qui les entassaient sur une table ». « Ils nous ont aussi pris la nourriture que nous avions emmenée. » Il a un seul livre avec lui : son abécédaire.

« Ils n'avaient plus d'yeux, plus de bras, et il y avait beaucoup de sang »

Pour lui, Milosevic, « c'est celui qui a des cheveux blancs et qui est mauvais » et, l'OTAN, « celui qui tire du ciel ». « L'OTAN, ajoute Labinat, onze ans, c'est un homme qui fait la paix ». « Non, rétorque Alban, c'est des soldats avec des missiles Cruise. » « C'est notre père », dit encore Scqipron.

Malinda, douze ans, élégante dans son pull rouge et son pantalon bleu – « ce sont les seuls vêtements que j'ai pu prendre, mais je les nettoie tous les jours » –, les cheveux bien coiffés, dit d'un ton particulièrement posé : « Cette guerre n'a pas de sens, Milosevic aurait dû signer. » Signer quoi ? « Les accords de paix, bien sûr. » Ce qui lui manque le plus ? Encore un regard incrédule vers celui qui pose une question aussi sottise. « Tout, ma maison, mes amis, mon école. » Un instant de silence, et puis : « Il me manque ma vie, voilà ! »

Dibram est devant le camp avec une vieille femme. On dirait que c'est lui qui s'occupe d'elle tant elle paraît à bout de forces. Il a passé une semaine dans un camp, en Macédoine : « Au début, ça allait, nous avions à manger. Et puis, au bout de quelques jours, c'est devenu de plus en plus sale. Ça sentait de plus en plus mauvais. J'ai été malade pendant plusieurs jours, j'avais mal au ventre, je pensais toujours aux hommes noirs avec leurs cagoules qui menaçaient de nous mettre dans des casernes. » Sérieux, comme tous les enfants de la guerre, il dit froidement : « Les Serbes, je voudrais qu'on les extermine, qu'ils ne puissent plus jamais vivre sur cette terre. » Que dirait-il à un jeune Français de son âge ? « Depuis que je suis né, je n'ai jamais vu une telle terreur. » D'autres enfants s'attourent. Berbutche, quatorze ans, intervient : « Moi, je lui dirais, oui, j'aimerais bien lui parler, pour lui expliquer ce qui s'est passé, je lui dirais que j'ai vu la guerre et que c'est quelque chose qui fait peur, quelque chose de mauvais. » Fetim : « Je lui parlerais de mon pays, le Kosovo, je lui dirais que c'est un pays merveilleux, très riche en minéraux, et où il y a beaucoup de richesses, d'usines, de fermes. »

« C'est une personne cruelle (Milosevic). Je crois qu'il n'aurait même pas le courage de venir face à moi, de me regarder »

Rezerta, une autre volontaire de la Croix-Rouge albanaise, organise le jeu du furet pour un groupe de tout-petits. « Quand ils jouent, bien sûr, ils oublient tout, mais ils ont tous des histoires très douloureuses. Certains ont vu mourir leurs parents. Ils ressentent aussi l'angoisse et le malheur des adultes. J'ai eu un garçon qui est resté trois jours sans parler. Il avait sept ou huit ans. Rien, pas un mot. Il communiquait par signes. On lui demandait ce qu'il voulait. Il restait avec les yeux fixes. Ou alors il se mettait à pleurer. (...) Ceux que vous voyez en train de jouer, quand ils sont arrivés, ils étaient effrayés. On ne pouvait pas les toucher, leur caresser les cheveux, ils se reculaient. Ça va mieux, mais, dès qu'il fait noir, ils sont de nouveau effarouchés. »

Avec ses tentes kaki, ses allées rectilignes, ses sanitaires bien alignés, le camp de Durres, à une demi-heure de voiture de Tirana, a un aspect très militaire. Des voitures de l'assistance publique italienne apportent des sacs de nourriture. A l'intérieur des tentes, des femmes bavardent. Des vieux fument leurs cigarettes en silence, perdus dans on ne sait quelles pensées. Une femme italienne passe de tente en tente pour répertorier les émigrés. Elle s'énerve contre les enfants qui passent et repassent devant elle. Dans une des tentes, qui sert d'infirmier, Sylvio, infirmier italien, est en train de soigner un enfant. « Ils ont surtout des problèmes aux bronches, car ils sont restés pendant des jours dehors, dans le froid. Beaucoup souffrent aussi du ventre. Ils ont mangé n'importe quoi. Les plus grands, qui ont couvert des kilo-

mètres, ont, comme leurs parents, les pieds abîmés. Psychologiquement, ils sont plus costauds que les adultes, car ils donnent l'impression d'oublier plus vite. Mais, ce n'est qu'une impression. »

Quatre gosses jouent dans la poussière. Ils montrent leurs billes comme des trophées. « Je les ai cachées dans ma poche quand les Serbes nous ont dit de partir », dit l'un. « Chez moi, j'en avais un gros sac, ajoute l'autre. Maintenant, elles sont peut-être brûlées. » « Les billes, ça ne brûle pas ! » « Alors, ils les ont volées pour leurs enfants. » Pourraient-ils être copains avec des enfants serbes ? « Non ! Ce sont tous les mêmes, des voleurs de pays ! » « On ne veut pas être amis avec eux, on n'en veut pas, qu'ils rentrent chez eux ! » Halil, treize ans, a vu des cadavres dans la rue. Sans doute pour la millième fois, il raconte à ses copains : « Ils n'avaient plus d'yeux, plus de bras, et il y avait beaucoup de sang. » « Moi, j'ai vu des animaux morts, même un petit cheval, j'y pense toujours, surtout la nuit. » « Chez moi, ce sont les vaches qu'ils ont tuées. Quand nous sommes partis, nous sommes montés sur une colline et nous avons vu de la fumée noire, très noire, qui venait du village, c'était peut-être les vaches qui brûlaient. »

« Notre pays sera libéré par l'OTAN et par l'UCK », explique Bairam, treize ans, qui fait rire ses amis en affirmant : « Si je voyais un Serbe de mon âge, je lui demanderais de partir tout de suite, d'aller en Serbie, dans son pays, sinon, je le boxerais. »

Halil parle de l'échoppe de son père, serrurier. « Je travaillais avec lui en rentrant de l'école, c'était amusant. » Il demande : « Vous croyez qu'il y a encore des ennemis chez nous ? » Son frère « fait le soldat avec l'UCK ». Iraient-ils se battre s'ils en avaient l'âge ? Un cri, unanime : « Oui, Oui. » Et de mimer un soldat avec une mitraillette. Préfèrent-ils rester ici ou aller ailleurs en Europe ? « Je préfère rester ici, c'est plus près de chez moi », dit Halil, qui ajoute, poli : « Même si la France est un beau pays. » Un adulte entend la conversation et lui souffle quelque chose à l'oreille. Le petit bout d'homme se redresse, rougit, et lance d'une voix assurée : « Je salue le président Bill Clinton. » Nouvelle intervention de l'adulte. « Et le président Jacques Chirac ! »

Nous, nous vous saluons tous, gosses du Kosovo.

José-Alain Fralon

La Cinquième se veut une vitrine des nouvelles technologies

La bibliothèque informatique de la chaîne du savoir s'efforce d'être l'outil du service public en matière de multimédia. Sa filialisation devrait l'y aider, mais elle a encore besoin d'une aide financière importante de l'Etat

GRÂCE à sa Banque de programmes et de services (BPS), La Cinquième, qui attend toujours sa fusion avec La Sept/Arte, se met en position d'être la tête de pont de la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans le secteur public. Elle souhaite ainsi contrecarrer la concurrence des sociétés privées de logiciels ou d'édition de produits culturels.

« La Cinquième-La Sept/Arte est bien évidemment légitime pour intervenir sur un champ qui ne doit pas être guidé par la seule vision marchande », a insisté Jérôme Clément, président de La Cinquième-La Sept/Arte, jeudi 8 avril, lors d'un colloque sur le thème « Audiovisuel et innovation » auquel étaient invités, notamment, des élus et des représentants des collectivités locales et des ministères. M. Clément a, en outre, annoncé la filialisation de ce département et l'entrée d'autres partenaires publics tels que l'Institut national de l'audiovisuel (INA), le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et le Centre national d'études des télécommunications (CNET). « La BPS

s'inscrit dans une logique de fédération et, en l'espèce, de fédération de l'offre publique dans le domaine de la distribution de programmes audiovisuels et multimédias », a-t-il précisé.

Créée en 1997, la BPS est une

Sur tous les supports

La Cinquième-La Sept/Arte met en avant le succès de ses sites Internet. 800 000 pages sont visitées chaque mois sur La Cinquième et un million sur Arte. En outre, un cours de français en ligne vient d'être créé et un site emploi devrait bientôt voir le jour, pour lequel des partenariats sont recherchés. Outre les livres, cassettes vidéo et CD-ROM, les deux chaînes lancent une collection de DVD. Présentes sur les deux bouquets satellites, elles cherchent aussi à « explorer les capacités d'interactivité » sur ce moyen de diffusion. Un « dico en ligne » est prévu sur CanalSatellite. Par ailleurs, Jérôme Clément, président de La Cinquième-La Sept/Arte, défend le numérique hertzien « comme l'occasion, pour le service public, de mieux exposer une offre qui n'attire pas spontanément les opérateurs privés ».

sorte de bibliothèque informatique destinée aux établissements scolaires et aux différents organismes chargés d'éducation ou d'emploi. Son catalogue contient 5 000 documents, pour la plupart issus des programmes de La Cinquième.

Grâce au système du téléchargement, les utilisateurs peuvent commander à l'avance l'émission qu'ils ont choisie ainsi que les éléments supplémentaires (cartes, chronologies, bibliographies, etc.), créés pour illustrer et préciser le su-

jet. Dans les 473 sites équipés de la BPS (établissements scolaires, agences pour l'emploi, centres de formation, collectivités locales, etc.), les usagers consomment en moyenne un peu plus d'un programme par jour.

La BPS cherche à multiplier les partenariats avec les collectivités locales. Des accords existent ou sont en discussion avec l'Alsace, Metz, Besançon, la Somme, la Bretagne, le Rhône, entre autres. Férus de nouvelles technologies, certains élus soutiennent cette stratégie. « La BPS est un élément déterminant dans le développement d'un réseau de média électronique de proximité dans une ville », estime Jean-Charles Bourdier, conseiller auprès du maire de Metz, qui est équipée de cinq sites, dont un dans le service pédiatrique d'un hôpital. Dans le département du Rhône, qui est en train de s'équiper d'un puissant réseau de distribution de services, le sénateur René Trégouët souhaite que « cela permette d'expérimenter une BPS à large débit ».

PHASE GRATUITE

Reste à savoir si la sophistication et la multiplication des réseaux de diffusion contribueront à une meilleure satisfaction des usagers. Pendant la période d'expérimentation, certains utilisateurs, notamment dans le nord de la France, se sont heurtés à des problèmes tech-

niques, qui ont parfois été longs à résoudre. En ce qui concerne les contenus, l'aspect généraliste de la BPS fait évidemment des frustrés. Les responsables d'associations et de mouvements de jeunes la trouvent trop axée sur les programmes scolaires. Quant aux instituts spécialisés, ils regrettent de ne pas y trouver certains documents dans le secteur sur lequel ils travaillent.

Parmi les gisements de la BPS encore peu exploités, certains comptent sur la diffusion vers l'étranger. Ce serait à la fois l'occasion d'un développement commercial et un bon coup de pouce pour la défense de la francophonie. Des accords existent avec des établissements scolaires dans plusieurs pays, dont la Grèce, l'Espagne, le Maroc, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Certains produits sont aussi édités en anglais.

Prudent, M. Clément préférerait atteindre l'équilibre économique de son système avant d'engager des investissements pour le développement international. L'année prochaine sera, en ce domaine, décisive. Car, une fois achevée la période d'expérimentation qui ne leur coûtait rien, les utilisateurs vont devoir décider s'ils acceptent ou non de payer pour l'accès aux services de la BPS. Encore à l'étude, les prix devraient avoisiner 1 franc la minute durant les vingt minutes de consultation, avec une dégressivité au-delà.

Pour parvenir à l'équilibre des comptes, les responsables de la BPS estiment que cinq exercices seront nécessaires. En 1998 et en 1999, la BPS a bénéficié d'un apport de 40 millions de francs. Jérôme Clément demande à l'Etat-actionnaire de poursuivre son effort de soutien.

Claude Francillon

Euronews cesse sa diffusion en langue arabe

LYON

de notre correspondant régional

La chaîne d'information en continu et multilingue Euronews, installée près de Lyon depuis 1993, ne diffusera plus son programme en langue arabe à partir du 14 avril. La décision a été prise il y a quelques semaines par le groupe britannique International Television News (ITN, filiale à 25 % de Reuters PLC), qui assure la direction opérationnelle de la chaîne européenne depuis décembre 1997, date à laquelle il a racheté les 49 % détenus par Alcatel-Alsthom. Le reste du capital est contrôlé par un consortium de dix-huit chaînes publiques européennes, dont France Télévision, la RAI (Italie), la RTVE (Espagne) et la SSR (Suisse).

Depuis son lancement, Euronews diffuse ses programmes en anglais, allemand, français, espagnol et italien. Il y a deux ans, l'Union européenne a accordé une subvention à la chaîne pour permettre la création d'un service d'information en langue arabe. Depuis, Euronews propose quotidiennement, entre 16 heures et minuit, des images commentées dans cette langue. Huit journalistes permanents et une dizaine de pigistes col-

laborent à ces programmes relayés par le câble et le satellite. Selon la direction d'Euronews, l'UE ne s'était engagée à subventionner cette activité nouvelle que pendant deux ans. La chaîne affirme avoir recherché des solutions pour poursuivre ce programme. Mais elle n'est pas parvenue à réunir l'argent nécessaire à la poursuite de cette « expérience ».

« PLUS DE DIALOGUE SOCIAL »

D'autre part, Euronews souhaitait que ses émissions puissent être reprises, à certaines heures de la journée – comme le font quotidiennement France 3 ou la RAI –, par les télévisions publiques arabes, notamment celles des pays du Maghreb. Les organisations syndicales de journalistes prétendent que Bruxelles a subi d'importantes pressions de la part de plusieurs gouvernements du pourtour méditerranéen pour qu'elle cesse de financer les programmes en langue arabe d'Euronews.

La suppression de ce service mais aussi le conflit salarial qui oppose depuis plusieurs semaines les journalistes d'Euronews à la direction sont à l'origine de la grève qui s'est déroulée les 7 et 8 avril (*Le Monde*

du 9 avril). Trente-trois journalistes permanents sur les cent trois employés par la chaîne ont cessé le travail. Toutefois, l'antenne n'a pas été perturbée, les cadres de société ayant pris en charge la réalisation des programmes.

Les journalistes grévistes estiment que, depuis l'arrivée du nouvel actionnaire britannique, les conditions de travail se sont considérablement détériorées. L'un d'eux affirme que « le dialogue social n'existe plus. Pour coller à CNN, on nous demande de faire sans cesse davantage d'efforts. Mais, lorsque nous réclamons 1 % d'augmentation annuelle, on nous la refuse. » La direction se défend en rappelant qu'elle a accepté, en début d'année, de ne procéder à aucun licenciement en échange d'un gel des salaires.

La chaîne européenne, qui cultive une très grande discrétion sur le bilan de l'entreprise, s'est fixé comme objectif de retrouver l'équilibre financier avant la fin 1999. Depuis son lancement, Euronews a toujours été déficitaire. Son porte-parole déclare que, depuis sa reprise en mains par ITN, « la santé d'Euronews s'est beaucoup améliorée » et qu'elle devrait enregistrer,

grâce aux accords publicitaires passés avec RTL (Allemagne) et Channel Five (Grande-Bretagne), de substantielles rentrées d'argent. En 1997, avant l'arrivée de ses nouveaux dirigeants, Euronews n'avait encaissé que 30 millions de francs (4,6 millions d'euros) de recettes publicitaires pour un budget qui s'élevait alors à 185 millions de francs (28,2 millions d'euros).

Claude Francillon

L'empire Murdoch fragilisé par la guerre des « miss »

LONDRES

de notre correspondant à la City

Le magnat des médias Rupert Murdoch aime les femmes, ce n'est un secret pour personne. Si sa puissance, sa fortune, ses coups de poker aussi craints que célèbres, suscitent de véritables dévotions féminines, le papivore presque septuagénaire se passerait bien de la foire d'empoigne à la Dallas qui oppose les « dames » de son entourage. La guerre entre les héritières a pour incidence une fragilisation de News Corp., la firme du magnat australo-américain. John Malone, le président de Liberty Media (filiale d'ATT), en a profité pour devenir, mardi 6 avril, le second actionnaire du groupe, après la famille Murdoch (*Le Monde* du 8 avril). « L'action est significativement sous-évaluée », a-t-il expliqué en prenant 8 % de News Corp. Le même jour, le prince Al Waleed, déjà actionnaire, a porté sa participation à 6 %. Ces opérations se sont soldées par une hausse de 11,7 % de l'action à la Bourse de Sydney.

FAVORITISME

Pour autant, le feuilleton est loin d'être fini. Qu'advient-il si une partie de la famille Murdoch, qui détient environ 30 %, décide de vendre ? Se taire et attendre : cela faisait des années que Prudence McLeod, la fille aînée de Rupert Murdoch, issue d'un premier mariage dissous en 1966, appliquait stoïquement la consigne. Mais l'intérêt personnel l'a finalement emporté sur l'esprit de famille. « N'en déplaise aux uns et aux autres, mon père a toujours affirmé que nous étions quatre. Mes enfants devront toucher aussi leur part d'héritage le jour venu », a déclaré Prudence, quarante ans, visiblement frustrée par le favoritisme dont bénéficient ses demi-sœur et frères, Elizabeth, Lachlan et James. Les trois enfants du second mariage avec Anna, dont le tycoon vit séparé depuis un an, occupent en effet des postes de responsabilité dans la hiérarchie du conglomérat. L'épouse de Prudence se contente, lui, d'un poste subalterne de directeur de

la diffusion du *Times*. Pour tenter de se faire un prénom, Prudence a poussé l'indépendance d'esprit jusqu'à confier ses états d'âme au *Sun Herald*, le grand rival à Sydney du *Telegraph*, le tabloïd de l'écurie Murdoch en Australie, dirigé par Lachlan !

« La prochaine M^{me} Murdoch » : la sortie retentissante de Prudence ne serait pas étrangère à la publication, dans le dernier numéro du mensuel mondain *Tatler's*, d'un portrait du mannequin australien Sarah O'Hare. Se décrivant comme « impitoyable en affaires », la sensuelle épouse – le mariage a eu lieu secrètement le 27 mars – de Lachlan Murdoch, dauphin attiré de Rupert, décrit son beau-père comme « un incroyable génie ». Prudence entend également contrarier les projets d'Elizabeth Murdoch, directrice des programmes de la filiale BSKyB, le bouquet satellitaire britannique. Peu soucieuse de camoufler ses appétits de succéder à son père, qui a toujours marqué une préférence en sa faveur, cette divorcée de trente et un ans est toujours volontaire pour occuper le devant de la scène médiatique londonienne. Voilà qui agace Prudence, qui se décrit comme une « femme au foyer ».

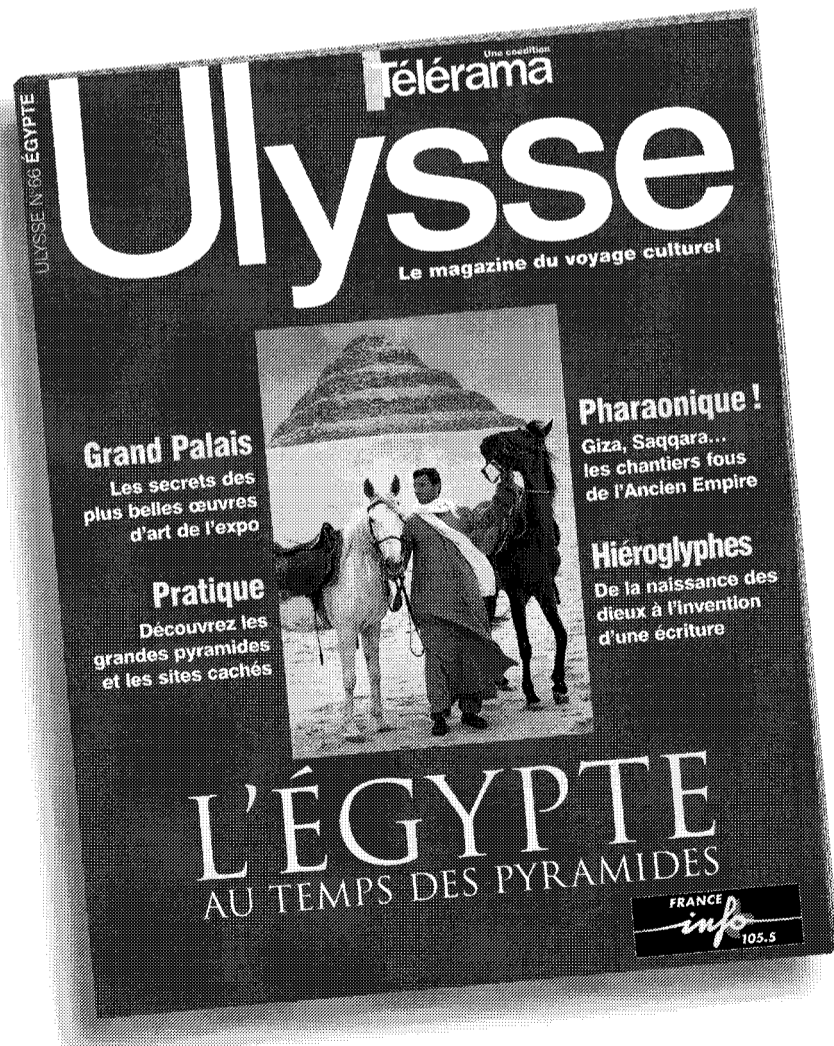
Enfin, l'irruption d'une quatrième « Miss Murdoch » en la personne de la nouvelle petite amie de Rupert, Wendy Deng, envenime la crise. Dès la conclusion de son divorce, Rupert entend épouser cette jeune femme intelligente et déterminée que rien ne semble devoir arrêter. Rupert et Deng vivront heureux et auront au moins deux enfants : il est clair que cette prédiction d'un astrologue de Hongkong donne des sueurs froides aux « héritiers ».

Les dirigeants de News Corp. s'efforcent de dramatiser ce conflit fratricide, qui risque à terme de fragiliser la performance boursière du groupe. Un initié se veut serein : « L'heure de la retraite de Rupert n'a pas sonné. Et si le patron devait disparaître demain, sous la pression des banques, le management prendrait la barre, pas les enfants. »

Marc Roche

ULYSSE - ÉGYPTE

Avant de courir à l'expo du Grand Palais...



35 francs chez votre marchand de journaux.

Ulysse

coédité avec Télérama

le magazine du voyage culturel.

VALEURS EUROPÉENNES

● DaimlerChrysler a progressé, jeudi 8 avril, de 1,85 %, à 84,99 euros. Temic, sa branche pièces détachées, s'attend à la poursuite de l'augmentation de ses ventes cette année. ● Granada Group a gagné jeudi 3,37 %, à 1350 pence. ONdigital, un service de télévision à péage que le groupe détient avec Carlton Communications, a conquis 110 000 abonnés depuis son lancement, le 15 novembre. Un nombre largement supérieur aux prévisions des analystes. ● Great Universal Stores a bondi jeudi de 7,22 %, à 713 pence. L'entreprise de vente par correspondance a bénéficié de conseils positifs d'une maison de titres.

● Marks & Spencer a perdu jeudi 3,3 %, à 422,25 pence. Selon une information parue dans le Daily Mail, le groupe de distribution s'apprêterait à baisser ses prix de détail pour augmenter ses parts de marché. ● Novartis a affiché jeudi une progression de 3,45 %, à 2 490 francs suisses. Le titre du numéro un mondial de l'industrie pharmaceutique continue de bénéficier de spéculations sur des rapprochements dans le secteur. ● Telecom Italia s'est apprécié jeudi de 2,29 %, à 9,529 euros. Des rumeurs ont fait état d'une possible alliance entre l'opérateur et un investisseur étranger pour contrer l'OPA d'Olivetti.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille, and a list of automobile companies like AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille, and a list of banks like ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, ALLIED IRISH BA, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille, and a list of telecommunications companies like BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, DEUTSCHE TELEKO, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille, and a list of construction companies like ACCIONA, ACESA REG, AKTOR SA, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille, and a list of base products like ALUMINIUM GREEC, ARJO WIGGINS AP, ASSIDOMAEN AB, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille, and a list of chemicals like AGA-A, AGA-B, AIR LIQUIDE, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille, and a list of conglomerates like AKER RGI-A, CIR, CIP/RM, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille, and a list of pharmaceutical companies like ASTRA-A, ASTRA-B, ELAN CORP, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille, and a list of energy companies like AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille, and a list of telecommunications companies like BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, DEUTSCHE TELEKO, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille, and a list of construction companies like ACCIONA, ACESA REG, AKTOR SA, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille, and a list of base products like ALUMINIUM GREEC, ARJO WIGGINS AP, ASSIDOMAEN AB, etc.

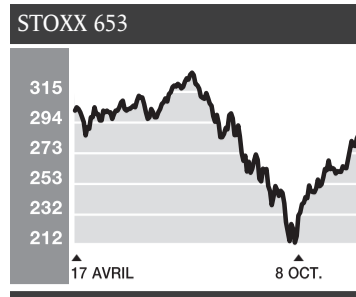


Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing pharmaceutical stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing energy stocks with columns for company name, country, and price changes.

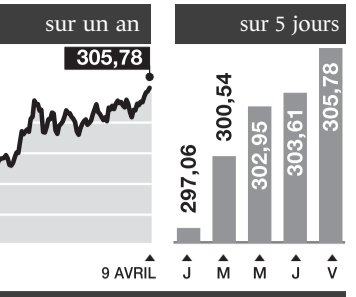


Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing goods and services stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing energy stocks with columns for company name, country, and price changes.

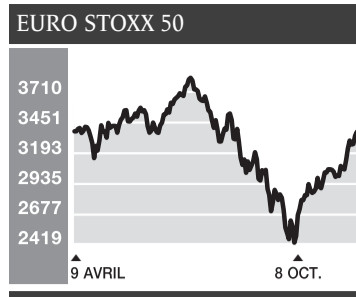


Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing goods and services stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing energy stocks with columns for company name, country, and price changes.

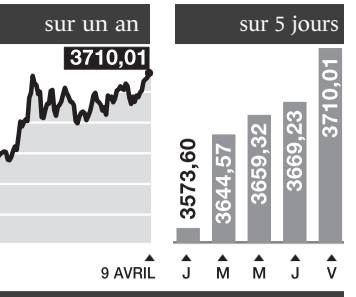


Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing goods and services stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing energy stocks with columns for company name, country, and price changes.

Advertisement for lemonde.fr website with the URL http://www.lemonde.fr and text 'La Bourse au quotidien : l'actualité des entreprises les cotations en direct les informations financières...'

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

Table listing various European stocks with columns for company name, country, and price changes.

★ CODES PAYS ZONE EURO FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche FI : Finlande - BE : Belgique. CODES PAYS HORS ZONE EURO CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

L'action L'Oréal a poursuivi sa progression en gagnant 1,66 %, dans les premières transactions du vendredi 9 avril.

Le titre Pinault-Printemps-Redoute a progressé de 2,2 % à l'ouverture de la séance du 9 avril.

Le titre Strafor-Facom a gagné 0,61 %, dans la matinée du vendredi 9 avril.

L'action Grandvision a grimpé de 5,43 %, vendredi matin.

L'action BIC est restée stable au début de la séance du vendredi 9 avril.

L'action STMicroelectronics a gagné 2,9 % à l'ouverture des transactions, vendredi 9 avril.

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 9 AVRIL

Cours relevés à 10h15

Liquidation : 23 avril

Table of French stock market data including columns for stock names, previous price, current price, and percentage change.

Table of French stock market data (continued) with columns for stock names, previous price, current price, and percentage change.

Table of French stock market data (continued) with columns for stock names, previous price, current price, and percentage change.

Table of international stock market data with columns for company names, previous price, current price, and percentage change.

Table of international stock market data (continued) with columns for company names, previous price, current price, and percentage change.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; # contrat d'animation; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite; ♦ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon; Jeudi daté vendredi : compensation; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 8 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 17h35

Table of new market data including columns for stock names, previous price, current price, and percentage change.

Advertisement for 'THE CITY 2000 km' featuring a car image and text: 'Bora. Tous les prétextes sont bons'.

(Publicité)

SICAV

FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 8 avril

Table of SICAV and FCP data including columns for fund names, unit values, and dates.

Advertisement for CDC Asset Management and Banque Populaire Asset Management.

Table of French stock market data (continued) with columns for stock names, previous price, current price, and percentage change.

Table of French stock market data (continued) with columns for stock names, previous price, current price, and percentage change.

Table of French stock market data (continued) with columns for stock names, previous price, current price, and percentage change.

Table of French stock market data (continued) with columns for stock names, previous price, current price, and percentage change.

La maison se met au parfum

Finis les déodorants à la rose, les senteurs d'encens et le pot-pourri : l'époque est aux effluves de bois, de thé parfumé ou de feuilles de tomates

LA DÉCENNIE 70 était celle des bâtonnets d'encens indien et des vapeurs de patchouli, la décennie 80, celle du pot-pourri dans la pure tradition des parfumeurs britanniques (Crabtree, Floris...). En cette fin de siècle, les bougies à la flamme rassurante se consomment dans les foyers. En 1998, L'Artisan parfumeur affichait une croissance de 17 % du chiffre d'affaires des parfums d'ambiance et une progression de 47 % sur les seules bougies. Des spécialistes du linge de maison aux chaînes de vêtements en passant par les fleuristes, les marques se mettent au parfum. Loin des bombes et des sticks déodorants qui donnaient aux pièces des allures de toilettes géantes, les senteurs de la maison gagnent en subtilité. Les tendances olfactives, les compositions et le mode de parfumage se complexifient.

Aujourd'hui, le diffuseur en céramique est relégué au rang de gadget pour stations-service et la lampe Berger, prisée par Cocteau ou Colette dans les années 30, ne trône plus dans les intérieurs de style. De la guirlande de sachets d'organdi ou de thé parfumés (L'Artisan parfumeur) à la poudre d'aspirateur (L'Occitane, Estéban), les effluves se diffusent partout et l'on conçoit même des kits de bureau ou de voyage. Miller & Bertaux - qui crée des senteurs pour la maison avec la firme Estéban - propose des bûchettes allume-feu, de la cire à bois ou des cintres parfumés au cèdre... Dernière trouvaille du duo, le « bâton nomade » en céramique parfumée qui tient dans le creux de la main. « Ces gestes quotidiens pour le confort domestique s'accordent avec le cocooning et l'engouement pour le home wear [vêtement d'intérieur] », assure Patrick Bertaux, l'un des deux créateurs, qui note « une envie de notes fraîches, plus que d'odeurs mystiques ou orientales ».

Très en vogue, les bouffées de verdure artificielle s'engouffrent dans les appartements et évoquent un jardin mouillé par la



Cubes d'ambre végétal L'Occitane, 129 F (19,7 €). Ci-dessous, la ligne Aroma d'Estéban, de 38 F (5,8 €) le bâton « nomade » en céramique à 180 F (27,4 €) la bougie. En haut, bougies de l'anglais Crabtree & Evelyn, 105 F (16 €).

rosée ou un potager. Naturellement concerné, le fleuriste Christian Tortu propose des senteurs pour la maison, dont le vaporisateur gourmand aux feuilles de tomates. Le parfumeur anglais Crabtree & Evelyn lance ce printemps Cooks, une ligne pour la cuisine, de la bougie purificatrice d'air au lierre et à la menthe au savon au



Les voyages olfactifs de Diptyque

Fondé en 1961 par Desmond Knox-Leet, Christiane Gautrot et Yves Coueslant, issus du monde de l'art et de la décoration, Diptyque a démarré à Paris avec des tissus d'ameublement dessinés par les propriétaires. En 1963, la marque sort sa première gamme de bougies parfumées, suivie en 1968 d'une eau de toilette - simplement baptisée Eau - inspirée d'une recette de pot-pourri du XVI^e siècle. Les effluves subtils revisitent les recettes du passé, avec l'eau lente, aux notes d'un parfum en usage sous Alexandre le Grand, ou le Vinaigre de toilette, évoquant un remède du XIX^e siècle. Parfums de peau ou de maison, ils s'inspirent souvent de voyages en Grèce, en Provence ou au Proche-Orient. Diptyque diffuse aujourd'hui une palette de quarante-trois bougies, enrichie récemment du fruité tenace du coing et du rustique feu de bois, à la cire couleur de bûche.

resson. Dans cette pièce, on diffuse des effluves quasi comestibles de salade verte, de pâtisserie ou de compote de baies, un mélange doux-amer de baies sauvages mijotant sur le feu qui rappelle les recettes de grands-mères... « Il n'y plus tellement d'odeurs sui generis dans les maisons. On s'invente des traditions de bien-être à travers des senteurs reconstituées de cire ou de tarte aux pommes », constate Marie Dumont, directrice générale de L'Artisan parfumeur, créé en 1976.

DE LA SENTEUR À L'IMAGINAIRE

Depuis 1976 également, la société de Manosque L'Occitane cultive la douceur de vivre provençale. Après les treize desserts de Noël (pain d'épice, tarte au miel...) en 1997, la marque a lancé en septembre 1998 une gamme inspirée d'une balade au marché. Un tourbillon d'odeurs, où les essences fruitées se mélangent aux épices. Best-seller parmi les trente bougies de L'Occitane, tomate-cassis, talonnée par poire-mélisse. Dans ce besoin de réinventer des traditions oubliées, on parfume aussi ses draps et ses vêtements à l'eau de linge. Cette eau florale (lavande, verveine ou fleur d'orange) qu'utilisaient les lavandières au début du siècle, relancée fin 1997 par L'Occitane, est devenue la deuxième vente de la marque (150 000 unités écoulées en 1998).

« Avant, on proposait une senteur stricto sensu, comme la vanille ou la rose, maintenant, on vend plus un imaginaire qui évoque des instants de vacances, des lieux et des sa-

teurs », explique Marc Gignoux, directeur général de L'Occitane. Avec ses emballages en carton brut, marqués d'un coup de tampon, la petite marque de Montpellier, Geodesis, offre un tour du monde olfactif raffiné, de l'écume d'ambre des mers australes au thé noir de Chine. « Quand on part en voyage, on ramène souvent des souvenirs, pas des senteurs. De ce constat est né Geodesis », précise Catherine Lambert, directrice des ventes de la marque créée en 1996 par un ancien photoreporter, Norbert Hublot.

COMME UNE TISANE

Dans cette invitation au voyage, les couturiers diffusent aussi les effluves précieux de leurs lieux de vie. Les bougies d'Yves Saint Laurent entraînent dans les jardins Majorelle (Thé à Marrakech) ou sur une plage de Deauville (Pluie d'été). Giorgio Armani lance ce printemps ses flammes griffées inspirées de trois de ses résidences (New York, Saint-Tropez et Pantelleria).

Une envie d'ailleurs cultivée par Estéban, qui s'est associé à la société Nippon Kodo, dont l'origine remonte au XVI^e siècle, pour importer le rituel de l'encens japonais (l'un des rares parfums tolérés par les consommateurs nippons, qui se convertissent lentement à des fleurs discrètes). Réalisés à base de bois, de végétaux ou de coquillage broyés et extrudés comme des spaghettis, ces bâtonnets sont vendus autour de 100 francs (environ 15 euros) par la marque, au lieu de 30 francs (4,5 euros) pour l'encens indien. Moins raffinés, ces sticks de bambou sur lesquels on agglomère poudre de bois ou barbes de maïs ont toujours des adeptes. En témoignent les ventes des laboratoires Sipa - qui diffusent notamment Spiritual Sky -, leaders européens de l'encens avec 10 millions de bâtonnets écoulés chaque année.

Autre tendance, l'aromathérapie a développé l'idée d'un parfum curatif pour le bien-être du corps. Les huiles essentielles sont mélangées à toutes les sauces, d'Aromachologie de Crabtree & Evelyn à Aromachologie de L'Occitane. Dans la ligne Aroma d'Estéban - lancée en janvier -, Alpha au lotus est censé apaiser et Béta favoriser « l'éveil et la création » par ses notes hespéridées. « Une nouvelle approche du parfum d'intérieur, qui devient parfum de confort et s'utilise comme une tisane pleine de vertus », dit-on chez Estéban.

Anne-Laure Quilleriet

« Quand Jim monte à Paris », il a son lit

« QUAND Jim monte à Paris » est un lit. A son chevet, deux accessoires indispensables : une lampe et un réveil. Lorsqu'il ne sert pas, il suffit de le plier et il devient une colonne à laquelle s'accrochent aisément l'horloge et la loupote. L'instant d'une manœuvre... et l'objet utilitaire se transforme en élément décoratif. Signé Matali Crasset, ce couchage d'appoint de 1,20 m de large sur 1,90 m de long a été conçu pour coller à la petitesse des appartements parisiens et pour répondre à une utilisation exceptionnelle.

Il est aussi l'aboutissement d'une réflexion sur l'hospitalité. « Le canapé Clic-Clac ne me plaisait pas beaucoup », reconnaît Matali Crasset. « Je trouvais que coucher dans le canapé sur lequel tout le monde s'est assis dans la journée n'est pas forcément très agréable. J'ai donc eu envie d'offrir un lit qui ne prenne pas de place et qui soit vraiment la chambre de l'invité. » Le succès de cette petite merveille d'ingéniosité éditée en 1997 par Domeau & Pérès s'est fait un peu attendre. « Il faut que la proposition faite à travers l'objet entre dans les habitudes des gens. Pour un couchage d'appoint, ils ont en général comme référence le canapé-lit. C'est difficile de les faire passer à autre chose », constate Bruno Domeau. Mais cette création devrait bientôt toucher un public plus large en intégrant un catalogue de vente par correspondance.

Loin d'être un élément isolé, ce lit fait partie d'une gamme d'objets baptisée « Les amis de Mata-



DOMEAU & PÉRÈS

« Quand Jim monte à Paris », alternative au canapé-lit.

li ». Parmi eux : « Jules est plutôt dandy », une chaise qui intègre un cintre à son dossier ; « Marie a ses petites manies », un fauteuil dont les accoudoirs, en pivotant, deviennent des tablettes. Chacun cherche à offrir au public des meubles adaptés à son mode de vie, capables de remplir plusieurs fonctions.

On l'aura compris, ce qui intéresse cette jeune créatrice de trente-trois ans, ce n'est pas tant la recherche formelle que l'intention de l'objet, la légitimité d'un projet. Une démarche qu'elle applique à ses passions - les rites domestiques et l'intégration de la technologie dans notre univers - et qui la conduisent tout naturellement à aimer le travail en équipe. Elle fut durant cinq ans responsable du projet Thomson Multimédia chez Philippe Starck et collabore aujourd'hui avec L'Oréal, SEB, Lexion, Authentics... Au sein de chacune de ses entreprises, elle aime apporter ses idées, en discuter avec ceux qui détiennent le savoir-faire, les monter en commun. Matali Crasset signe aussi des scénographies et va se lancer dans l'architecture d'intérieur puisqu'une commande d'aménagement d'un appartement privé vient de lui être passée.

Véronique Cauhapé

★ « Quand Jim monte à Paris », distribué par Domeau & Pérès, 21, rue Voltaire 92250 La Garenne-Colombes, tél. : 01-47-60-93-86, 3 900 francs (595 euros).

Guide senteurs

● **Vertige.** Figue, basilic, mousse ou bois ciré... un choix de 43 bougies parfumées, 155 F (23,6 €), le vaporisateur d'ambiance 125 F (19 €) et le coffret d'essence à diffuser, 115 F (17,5 €). Diptyque, 34, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris, au Printemps Haussmann et par correspondance au 01-43-26-45-27.

● **Bucolique.** Inspiré des senteurs de la campagne aveyronnaise chère à Annick Goutal, Dans les foins, 350 F (53,3 €) la bougie rechargeable et 220 F (33,5 €) le vaporisateur de 125 ml. Annick Goutal, 12, place Saint-Sulpice, 75006 Paris. Tél. : 01-46-33-03-15. Feuille de tomate, vert frais, forêts ou muguet des bois, 175 F (26,7 €) le spray de 125 ml et 260 F (39,6 €) la bougie dans un épais pot de verre, Christian Tortu, 6, carrefour de l'Odéon, 75006 Paris. Tél. : 01-43-26-02-56. Emotion estivale, une fragrance pétillante à base de figue et de mandarine, 39 F (5,9 €) le spray de 30 ml, Promod.

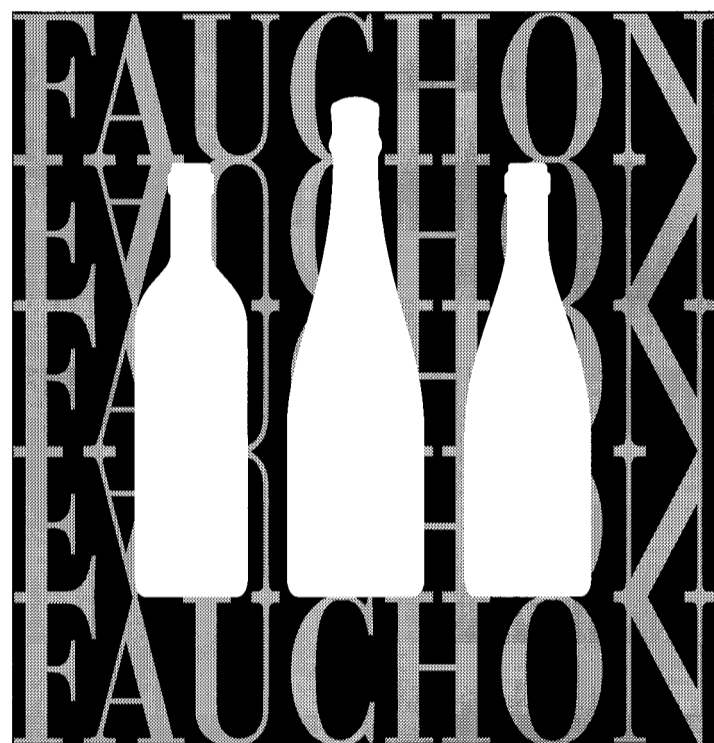
● **Soleil levant.** Encens japonais Free (cassis, prune, melon d'eau), Pure (baies rouges, pamplemousse, aiguilles de pin) et Spirit (thé vert, citron, menthe poivrée), 80 F (12,2 €) les

cinquante bâtonnets avec porte-encens, Estéban. Points de vente au 04-67-07-12-90.

● **Voyage.** Teck et tonka, inspiré de l'odeur des épices africaines, 47,5 F (7,2 €) la poudre d'aspirateur et 99 F (15,1 €) le carnet de voyage parfumé, Primerose Bordier pour Estéban. Le tour du monde de Geodesis, des écorces de cannellier de Ceylan au cèdre de l'Ouest américain, 100 F (15,2 €) la bougie. Renseignements au 04-67-16-05-01.

● **Gourmand.** Des senteurs inspirées des treize desserts de Noël ou des marchés de Provence, 69 F (10,5 €) la bougie de 100 grammes et 75 F (11,4 €) le parfum de 75 ml. L'Occitane. Numéro vert : 08-00-20-11-46. Dans la gamme Thé et pain d'épice, des sachets de thé en organza à glisser dans une commode, 35 F (5,3 €) l'unité, L'Artisan parfumeur. Renseignements au 01-40-64-15-64.

● **Aromathérapie.** Concentration, Restauration, Relaxation et Romance, les fragrances de la ligne Aromachologie de Crabtree & Evelyn à adapter aux moments de la journée, 145 F (22,1 €) le brumisateur corps et maison. Tél. : 03-89-37-62-00.



LES CAVES
FAUCHON.
2500 ROBES,
ET AUTANT DE
BOUQUETS.

FAUCHON OUVRE
LES PLUS GRANDES CAVES DE PARIS,
UN LIEU UNIQUE ENTièrement DÉDIÉ
À LA CONNAISSANCE DES VINS,
OÙ NOS SOMMELIERS VOUS FERONT DÉCOUVRIR
PETITS ET GRANDS VINS,
CRUS CLASSÉS ET TROUVAILLES ORIGINALES.
LÀ, DANS NOTRE BAR À VIN,
VOUS POURREZ CÉDER À LA TENTATION
DE LEURS SÉLECTIONS DU JOUR.
QUE VOUS SOUHAITIEZ CHOISIR UN CADEAU,
PARTICIPER À L'UNE DE NOS DÉGUSTATIONS
ANIMÉES PAR UN VITICULTEUR,
OU BIEN SIMPLEMENT VOUS FAIRE PLAISIR
EN VOUS OFFRANT LE VIN QUE VOUS RECHERCHEZ,
NOUS SAURONS VOUS FAIRE PARTAGER
NOTRE PASSION ET NOS COUPS DE CŒUR.

FAUCHON
PARIS

30, PLACE DE LA MADELEINE.
TÉL. 01 47 42 95 40 FAX. 01 47 42 89 25

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Myriam Sibuet, biologiste aux curiosités abyssales

Chercheuse de l'Ifremer, passionnée par la faune des grands fonds, elle étudie d'étranges espèces animales, nouvelles pour la science

« **MAGNIFIQUE**, non ? Regardez ! Le bleu-nuit de ce lac de saumure à l'ovale parfait. A côté, les volutes blanches d'un voile bactérien, comme une voie lactée. Des-

PORTRAIT

Pour l'océanologue, « la vie est plus inventive qu'on ne l'imaginait »

sous, ces taches jaunes et orangées, des millions de coquilles de mollusques tapissant le sol. Et là ! Le rouge sang d'un ver tubicole... » Myriam Sibuet s'extasie, comme devant un tableau impressionniste. Ces images, rapportées d'un mois de plongées au-dessus des volcans de boue de la Méditerranée orientale – la campagne Médinaut, menée de mi-novembre à mi-décembre 1998 avec le submersible *Le Nautil* –, peu de personnes les ont encore vues.

« C'est un univers qui me fascine. Une autre planète », dit-elle. Derrière les lunettes finement cerclées, son regard semble s'ouvrir à d'autres horizons. Son visage s'éclaire. Ses mains se font volubiles. Elle retrouve alors, pour

faire partager la « curiosité » qui l'anime, les qualités de pédagogue de sa mère, « institutrice et naturaliste dans l'âme », qui a su « montrer à ses enfants la beauté de la nature » et leur donner « envie de comprendre la complexité du monde vivant ».

De ces précoces leçons de choses lui est venu sans doute le goût des sciences naturelles, étudiées à Strasbourg, avant une spécialisation en physiologie animale. Maîtrise en poche, elle rejoint, en 1969, le jeune Centre national pour l'exploitation des océans (Cnexo), ancêtre de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), et participe à la création du département scientifique du Centre océanologique de Bretagne. Elle n'a que vingt-trois ans et a conscience de prendre part à la naissance d'une science neuve. « A l'époque, beaucoup de laboratoires de stations marines étudiaient le milieu côtier, mais l'environnement hauturier et les grands fonds marins restaient des domaines presque vierges. »

Trente ans plus tard, devenue responsable du Laboratoire d'écologie abyssale de Brest, elle mesure le chemin accompli dans cette discipline, grâce à la mise au

point d'instruments et d'engins océanographiques de plus en plus performants. Lors de son baptême de la mer – trois mois à sillonner l'Atlantique sur le *Jean-Charcot* –, les chercheurs ne disposaient, pour prélever des sédiments marins et des échantillons de faune, que de dragues et de chaluts. Au fil des ans, des carottiers, des pièges à particules et des nasses à animaux à déclenchement acoustique, des courantomètres et des capteurs de toutes sortes ont enrichi la panoplie. Surtout, les sous-marins habités – en France, la sous-coupe *Cyana* (– 3 000 mètres), puis *Le Nautil* (– 6 000 mètres) – ont permis aux scientifiques d'accéder aux grands fonds, dont l'exploration se poursuit, aujourd'hui, à l'aide de robots téléopérés.

« FLUIDES FROIDS »

Pour la communauté des biologistes marins, ces années pionnières furent marquées par la découverte, dans la nuit abyssale, d'oasis de vie associées à des sources hydrothermales et totalement déconnectées de l'énergie solaire. Mais, pour Myriam Sibuet, spécialiste des formations sédimentaires, la « révélation » eut lieu en 1986 : « Un géologue de l'Ifremer m'a montré des photos prises dans les fosses océaniques du Japon. On y voyait une faune extraordinaire, liée non pas à des sources chaudes mais, pour la première fois, à des émissions de fluides froids. »

« La vie est plus inventive qu'on ne l'imaginait, s'enthousiasme la biologiste. Les écosystèmes attachés aux fluides froids sont voisins de ceux des sources hydrothermales, mais ils sont beaucoup plus variés – on y a déjà recensé soixante-quatre espèces différentes de mollusques, de vers et d'éponges



Myriam Sibuet à bord du navire océanographique « Le Suroît », en rade de Brest.

vivant en symbiose avec des bactéries – et d'une très grande densité. C'est spectaculaire ! » Le ton redevient savant, pour décrire la genèse de ces populations : sur certaines pentes continentales où la croûte terrestre est soumise à des phénomènes de compression et de fracturation, en particulier dans les zones de subduction où s'affrontent les plaques tectoniques, se produisent des éjections massives de boue, de fluides et de gaz. Ces effluents, généralement riches en méthane, sont à l'origine de l'éclosion d'agrégats biologiques qui se nourrissent par des processus de chimiosynthèse.

L'étude de ces communautés en est à ses débuts. Vingt-quatre d'entre elles ont été observées, dans des environnements géologiques très divers – du golfe du Mexique aux marges du Japon en passant par les fosses du Pérou ou le prisme d'accrétion de la Barbade – et à des profondeurs qui s'étagent entre 400 et 6 000 mètres. Mais la chercheuse est persuadée qu'elles sont extrê-

mement répandues, spécialement aux frontières des plaques tectoniques. « Dans la seule partie orientale du bassin méditerranéen, on recense plus de deux cents volcans de boue susceptibles d'héberger de telles colonies », dit-elle. La campagne Médinaut, qui associait des géologues, des géochimistes et des biologistes d'une dizaine de laboratoires français et hollandais, a permis la première exploration par submersible de ce réseau de sources froides. Des dizaines d'échantillons ont été recueillis, des centaines de mesures effectuées. De quoi donner à Myriam Sibuet et à ses collègues plusieurs mois de travail.

« ÉCOSYSTÈMES SI SINGULIERS »

L'analyse de cette moisson sous-marine pourrait, espère-t-elle, aider à mieux connaître les processus de production de matière organique dans les grands fonds, donc le rôle de l'océan dans le cycle du carbone dont dépend toute la vie sur notre planète. Elle pourrait aussi trouver des applica-

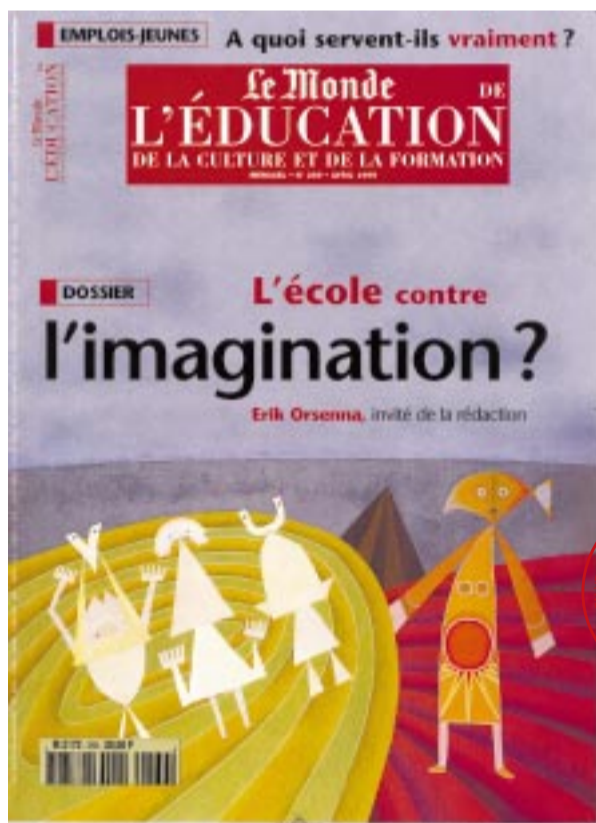
tions pratiques, pour localiser des gisements d'hydrocarbures – des compagnies pétrolières ont déjà manifesté leur intérêt – ou repérer les zones sujettes aux séismes, dont la faune associée aux fluides froids servirait en quelque sorte de marqueur. Mais ce qui motive la biologiste, c'est avant tout de « comprendre le fonctionnement de ces écosystèmes si singuliers ». Évoquent-ils dans le temps et dans l'espace ? Des émissions de fluides froids sur de longues durées favorisent-elles, comme elle le pense, une diversification des espèces et l'émergence de communautés plus complexes ?

Plus d'une vingtaine de campagnes de plongée n'ont pas éteint son envie de savoir. Déjà Myriam Sibuet prépare une nouvelle expédition, au large des côtes africaines. « A chaque fois que l'on fait un pas en avant dans la connaissance, de nouvelles questions surgissent. C'est cela qui est passionnant. »

Pierre Le Hir

Un bestiaire hors du commun

Les colonies animales repérées au voisinage des sources de fluides froids sont formées d'espèces nouvelles pour la science. Plus ou moins enfouies dans les sédiments, elles sont dominées par des invertébrés que caractérise leur gigantisme : 36 centimètres pour des coquilles de moules (*mytilidae*) prélevées sur un volcan de boue de la Barbade, 1 mètre pour des vers vestimentifères (*lamellibrachia*) observés dans les fosses du Japon ou en Méditerranée. Mollusques bivalves et vers tubicoles côtoient fréquemment des buissons de spongiaires. La biomasse de ces écosystèmes est élevée, puisqu'elle peut atteindre 50 kilos par mètre carré. Cette faune vit en symbiose avec des bactéries autotrophes qui produisent, par chimiosynthèse, la matière organique dont elle a besoin.



Forum :

- A quoi servent vraiment les emplois-jeunes de l'éducation nationale ?
- Premier bilan.

Dossier :

L'école contre l'imagination ?

Erik Orsenna, invité de la rédaction

- Plaidoyer pour l'insolence, l'exploration et la critique
- La tentation de la mémoire ● Les utopies pédagogiques marginalisées ● L'inventivité ludique des tout-petits.

Culture :

- Les radios-jeunes : comment les jugent les parents et les enseignants ? Voyage au pays des ondes chocs.

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac, le jeudi 15 avril à 17 h 30 à la Fnac de Rennes sur le thème : « L'école est-elle contre l'imagination ? »



Chercheurs et agriculteurs peinent à domestiquer la truffe

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyée spéciale

Commencée en décembre, la saison de la truffe vient de se terminer sur les marchés de Provence et du Sud-Ouest. La sécheresse d'août et le gel de novembre dans les régions productrices (Provence et Périgord principalement) ont fait baisser la production et flammer les prix. Pour l'année 1998-1999, la vente des *Tuber melanosporum* (cousins très éloignés des morilles) d'origine française n'aura pas dépassé les 15 à 20 tonnes, au prix moyen de 4 600 francs le kilo. Au début du siècle, elle atteignait couramment les 1 000 tonnes annuelles. Le déclin a débuté vers 1910, avec les débuts de l'exode rural et de la mécanisation de l'agriculture.

Aujourd'hui, 80 % de la production française sont issus de la trufficulture. Elle reste largement insuffisante pour faire face à la demande de plus en plus importante des consommateurs. C'est que, malgré les recherches et les essais menés depuis plus de vingt ans par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), la culture de ce joyau gastronomique est loin d'être maîtrisée (*Le Monde* du 17 octobre 1996). Elle demeure « une agriculture d'art », soulignait Jean-Charles Savignac, président de la Fédération française des trufficulteurs, en ouverture du 6^e congrès international de science et culture de la truffe, tenu récemment à Aix-en-Provence.

Les truffes, comme de nombreux champignons, vivent en association avec les racines de certains arbres, chênes pubescents, noisetiers notamment. Au moment de leur germination, les spores, ces cellules de multiplication du champignon, donnent naissance à des

filaments ramifiés, le mycélium, qui colonisent progressivement les racines secondaires de l'arbre en créant un organe mixte, la mycorhize. Cette mycorhization est désormais bien contrôlée. Les premiers plants mycorhizés ont été développés il y a plus de vingt ans par l'INRA, qui a breveté son procédé en 1972 et cédé les droits de licence à la société Agri-truffe.

Mais la technique employée, celle des semis, entraîne néanmoins une certaine hétérogénéité des plants, qui se manifeste ensuite par des variations de la croissance, de la forme et de la résistance au gel ou aux parasites. Pour éliminer cet inconvénient, les scientifiques de l'INRA se sont lancés dans le clonage. Les premiers clones de chêne pubescent plantés en mars 1993 dans le Sud-Ouest ont commencé à produire à la fin de 1997.

« UN MYSTÈRE »

Mais, au-delà de cette première étape, « la sexualité ainsi que le mécanisme qui déclenche la fructification de la truffe demeurent un mystère », explique Gérard Chevalier, chercheur à l'INRA de Clermont-Ferrand. Nous ne maîtrisons ni la germination des spores ni la formation in vitro des ascocarpes [les bêtes truffes]. Il y a peu, certains chercheurs ont découvert que la truffe serait un peu hermaphrodite. Les organes mâles et femelles seraient produits par le même mycélium, et les truffes pourraient fructifier sans croisement de différentes souches.

Au total, pour le chercheur français, « certains secteurs de la recherche ont effectivement beaucoup progressé en dix ans, mais les résultats n'ont que partiellement profité à la trufficulture ». Un jugement que

Pierre Sourzat, responsable de la station d'expérimentation sur la truffe de Cahors-Le Montat (Lot), trouve trop sévère. « Certaines plantations dans des terrains calcaires n'ont, en effet, pas donné les résultats escomptés. On a même cru qu'il s'agissait d'un échec. Mais, explique-t-il, plusieurs années après, vers la fin des années 80, elles se sont mises à produire de façon remarquable dans un environnement proche de la friche. »

De ces observations et de quelques autres, les trufficulteurs ont appris qu'il ne fallait pas trop arroser les plants, car, alors, « l'allongement des racines de l'arbre symbiotique est plus rapide que la propagation de la mycorhization ». On peut, en revanche, « obtenir des rendements exceptionnels » en ralentissant la croissance de l'arbre. La truffe est un champignon adapté au climat chaud et sec, et il ne faut pas hésiter à la mener « jusqu'à son extrême limite de résistance à la sécheresse », précise le trufficulteur.

Autre leçon : la présence d'environnements boisés peut provoquer la contamination de la zone de culture par *Tuber brumale*, une espèce de truffe très agressive. Il faut alors éviter de retourner la terre, comme le font certains, car cela disperse les spores de *Tuber brumale*.

« Le gros progrès, depuis dix ans, a été de définir des méthodes de culture différentes de celles pratiquées dans le passé », résume Pierre Sourzat. Si Dame Truffe accepte enfin de se laisser apprivoiser, la France retrouvera peut-être un jour les tonnages du début du siècle qui font rêver tous les trufficulteurs.

Christiane Galus

LE PALMARÈS EUROPÉEN DES SICAV

► Le Monde publie simultanément avec huit autres grands journaux européens, *El País* (Espagne), *Guardian/Money Observer* (Royaume-Uni), *Le Soir* (Belgique), *La Stampa* (Italie), *Süddeutsche Zeitung* (Allemagne), *Tageblatt* (Luxembourg), *Le Temps* (Suisse) et *Der Standard* (Autriche), le seul classement des sicav et des fonds de placement commercialisés dans toute l'Europe.

FONDS
FONDOS
FONDI
FUNDS
FUNDO

Le Monde
PARIS

LE SOIR
BRUXELLES

LE TEMPS
GENÈVE

MONEY
OBSERVER
LONDRES

EL PAIS
MADRID

Süddeutsche Zeitung
Deutschlands große Tageszeitung
MUNICH

LA STAMPA
TURIN

tageblatt
LUXEMBOURG

DER STANDARD
VIENNE



Les gérants doivent s'adapter au changement de climat

Plus de cent jours après le lancement de l'euro, *Le Monde* et huit quotidiens européens publient ensemble pour la deuxième fois un classement des sicav et des fonds gérés dans l'Union européenne. Grande première il y a trois mois dans le monde des gérants habitués à se comparer uniquement avec des confrères de leurs pays, ce classement réalisé à partir d'une méthode baptisée APT (*arbitrage pricing theory*), qui fait autorité aux Etats-Unis, suscite un intérêt croissant. De la part des promoteurs des fonds tout d'abord, qui fournissent maintenant toutes les informations nécessaires pour analyser l'ensemble de leurs produits de placement. La société Aptimum, qui établit le palmarès, a pu enrichir sa base de données. Le nombre de fonds désormais étudiés étroitement sur une période de quatre ans s'élève à 3 774, soit 800 de plus que lors de notre précédent classement publié le 4 janvier (nous donnons ici une sélection des premiers de chaque catégorie).

Pour leur part, les épargnants soucieux de disposer d'une palette de choix plus large pour leurs investissements et d'un outil unique de comparaison des performances ont également fait preuve d'une attention particulière pour les différents fonds européens présentés dans ce classement, comme en témoignent les nombreux appels reçus dans les différentes rédactions des journaux publiant le classement.

Pour ce deuxième palmarès, le contexte a radicalement changé. L'optimisme qui avait prévalu lors

Pour la deuxième fois, « Le Monde » et huit quotidiens européens publient un classement des sicav et des fonds gérés en Europe. Il permet à partir de la méthode APT d'apprécier la performance et les risques pris par les gestionnaires. Des indications d'autant plus importantes que la conjoncture n'est plus euphorique

du lancement de l'euro n'est plus de mise. L'an dernier, en dépit des crises asiatique et russe, les épargnants avaient pu bénéficier de Bourses euphoriques dans les pays occidentaux et de marchés obligataires très bien orientés. Cette conjoncture avait permis à une large majorité de gérants de fonds

d'enregistrer, sans trop d'efforts, de bonnes performances. Cette année, la partie s'annonce plus serrée, comme en témoigne l'évolution heurtée des marchés au cours du premier trimestre.

Du côté des marchés d'actions, les perspectives sont incertaines. Sortant de sa torpeur, la place japonaise s'est réveillée, gagnant plus de 19 % en l'espace de trois mois. Toutefois, les observateurs s'interrogent sur la durée de ce rebond, la Bourse de Tokyo étant coutumière des faux départs. Wall Street continue de surprendre par sa vigueur. L'indice Dow Jones s'est stabilisé autour des 10 000 points, un niveau record qu'il a franchi le 29 mars. La Bourse de New York bénéficie du dynamisme de l'économie américaine mais également de la révolution technologique liée au développement d'Internet. Le Nasdaq, marché où se traitent la plupart des sociétés de haute technologie, a progressé de plus de 17 % depuis le début de l'année. Mais les valorisations atteintes par certains titres font craindre aux gestionnaires une brutale correction. Devant cette menace, ils hésitent à rester sur une place qu'ils jugent, pour la plupart, surévaluée.

Sur l'autre rive de l'Atlantique, le travail des gérants est au moins aussi compliqué. Contre toute attente, c'est un marché qui se situe hors de la zone euro qui enregistre les meilleures performances. La Bourse de Londres est parvenue à battre des records historiques grâce à des perspectives économiques moins sombres. Sur le Vieux Continent, les places boursières ont débuté l'an-

née sur un rythme irrégulier, les incertitudes se multipliant sur les perspectives de croissance dans l'Euroland. L'indice CAC 40 de la Bourse parisienne n'est pas parvenu à battre son record atteint en juillet 1998 tout en affichant toutefois une hausse proche de 9 % au cours du premier trimestre. En revanche, les valeurs allemandes ont très mal commencé l'année, avec un recul de près de 1 % pour les actions figurant dans l'indice vedette de la place francfortoise. Il faut dire que la conjoncture outre-Rhin se montre particulièrement décevante.

Pour le moment, beaucoup de gérants de fonds spécialisés en actions européennes qui ne peuvent pas bénéficier du « gisement » américain d'entreprises de haute technologie ont privilégié dans leur portefeuille les valeurs de croissance. Ces sociétés ont le mérite, à leurs yeux, d'avoir la capacité d'afficher des résultats en progression quelle que soit l'évolution de la conjoncture. Mais ces titres souffrent d'un handicap majeur : celui d'être aujourd'hui très chers, ce qui les rend vulnérables à la moindre mauvaise nouvelle.

Déjà, certains gérants vont chercher leur performance ailleurs. Quelques-uns misent sur un réveil des petites valeurs qui ont été délaissées ces derniers mois au profit des poids lourds de la cote figurant dans les indices boursiers nationaux ou européens. D'autres se tournent vers des titres dont les cours ne reflètent pas actuellement la réelle valeur de l'entreprise. Mais cette politique de gestion peut ne pas être positive. Les sociétés qui présentent

actuellement une décote en Bourse appartiennent pour la plupart aux secteurs cycliques. Elles sont sensibles aux évolutions de la conjoncture économique et du prix des matières premières. Pour que ce pari s'avère payant, il faudra donc que la croissance reprenne à la fin de l'année et que le prix des matières premières poursuive son redressement amorcé ces dernières semaines.

Du côté des marchés obligataires, la tâche des gérants de fonds européens n'est pas non plus aisée. Beaucoup de gestionnaires qui avaient pu bénéficier de la baisse des taux continue depuis près de trois ans ont été surpris par la correction intervenue sur le marché obligataire à la mi-février. Dans la zone euro, les gestionnaires ne peuvent plus se contenter d'acheter des obligations d'Etat pour engranger des plus-values. Ils doivent explorer de nouveaux gisements de performances comme les écarts de rémunération - même minimes - qui existent entre les emprunts d'Etat émis dans les différents pays participant à la monnaie unique. Ces gestionnaires de fonds commencent également à regarder les obligations émises par des sociétés privées. Celles-ci sont plus rémunératrices mais aussi plus risquées, ce qui oblige les gérants à effectuer un travail d'analyse approfondie sur chacune des entreprises et non plus uniquement à parier sur l'évolution des taux d'intérêt.

Joël Morio

Illustration : Nicolas Vial



Table header for International Actions with columns for Libellé, Promoteur, Pays, Perform. retr. en %, Rang retraité sur 1 an, Perform. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perform. brute en %, Rang brut sur 1 an.

ACTIONS INTERNATIONALES
Performance moyenne brute sur un an : 7,22 %

Main table for International Actions listing various funds like DEKA-TELEMEDIEN, CONVEST 21 VL, TELE-GLOBAL, etc., with their performance and risk ratings.

ACTIONS EUROPE
Performance moyenne brute sur un an : 11,70 %

Main table for European Actions listing funds like JHNSN.FRY EUR.UTILS.OR, TU EUROPEAN, EUROAC A CHF, etc., with their performance and risk ratings.

ACTIONS ALLEMAGNE
Performance moyenne brute sur un an : 3,25 %

Main table for German Actions listing funds like GERMAN GR. T., GERMAN SMALLER COS., AC DEUTSCHLAND, etc., with their performance and risk ratings.

POUR LIRE LES TABLEAUX

Table for codes of countries (pays) and a performance legend (COLONNE PERFORMANCE and COLONNE RISQUES) explaining the star and dot ratings.

Table header for Belgium Actions with columns for Libellé, Promoteur, Pays, Perform. retr. en %, Rang retraité sur 1 an, Perform. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perform. brute en %, Rang brut sur 1 an.

ACTIONS BELGIQUE
Performance moyenne brute sur un an : 31,39 %

Main table for Belgian Actions listing funds like ZELIA EQUITIES, ANHYP INVEST BELGIAN I, FT/S&P AWI - BELGIUM D, etc., with their performance and risk ratings.

ACTIONS ESPAGNE
Performance moyenne brute sur un an : 13,46 %

Main table for Spanish Actions listing funds like CIBER BK VARIABLE, CAIXA CATALUNYA CREIXE, BK FONDO, FIM, etc., with their performance and risk ratings.

ACTIONS FRANCE
Performance moyenne brute sur un an : 15,57 %

Main table for French Actions listing funds like CARDIF ACT.OPPSI, UNI HOCHÉ CAP, PASQUIER FRANCE, etc., with their performance and risk ratings.

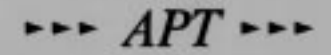


Table with 8 columns: Libellé, Promoteur, Pays, Perform. retr. en %, Rang retraité sur 1 an, Perform. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perform. brute en %, Rang brut sur 1 an. Rows include TSB NATURAL RESSOURCES, EQ. INV GOLD, FONDIRO, etc.

IMMOBILIER FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 12,63 %

Table with 8 columns: Libellé, Promoteur, Pays, Perform. retr. en %, Rang retraité sur 1 an, Perform. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perform. brute en %, Rang brut sur 1 an. Rows include UAP AEDIFICANDI, CAPIT PIERRE INV., LEVEN INVESTIMMO, etc.

SECTEUR TECHNOLOGIE

Performance moyenne brute sur un an : 33,92 %

Table with 8 columns: Libellé, Promoteur, Pays, Perform. retr. en %, Rang retraité sur 1 an, Perform. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perform. brute en %, Rang brut sur 1 an. Rows include FIDELITY AMERICAN, US TECH. AKT. TYP 0, TELE-GLOBAL, etc.

OBLIGATIONS MOYEN TERME AUTRICHE

Performance moyenne brute sur un an : 2,70 %

Table with 8 columns: Libellé, Promoteur, Pays, Perform. retr. en %, Rang retraité sur 1 an, Perform. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perform. brute en %, Rang brut sur 1 an. Rows include INTER OPTIMUM BEF CAP, BELBOND FUND, LION OBLILUX CAP, etc.

MIXTES ACTIONS + OBLIGATIONS BELGIQUE

Performance moyenne brute sur un an : 13,25 %

Table with 8 columns: Libellé, Promoteur, Pays, Perform. retr. en %, Rang retraité sur 1 an, Perform. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perform. brute en %, Rang brut sur 1 an. Rows include FIVEST, ZELIA EVEREST DYNAMIC, BACOB PENSION FUND, etc.

OBLIGATIONS LONG TERME SUISSE

Performance moyenne brute sur un an : 2,99 %

Table with 8 columns: Libellé, Promoteur, Pays, Perform. retr. en %, Rang retraité sur 1 an, Perform. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perform. brute en %, Rang brut sur 1 an. Rows include CS PF(L)IX INC CHF A, CS BF(L)XPR. C.A., UBS (LUX) BD INV CHF A, etc.

OBLIGATIONS COURT TERME EUROPE

Performance moyenne brute sur un an : 4,14 %

Table with 8 columns: Libellé, Promoteur, Pays, Perform. retr. en %, Rang retraité sur 1 an, Perform. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perform. brute en %, Rang brut sur 1 an. Rows include ATHENA EUROPEAN BONDS, POSTE PREM.2-3 ANS, AKKURENTA 99, etc.

Table with 8 columns: Libellé, Promoteur, Pays, Perform. retr. en %, Rang retraité sur 1 an, Perform. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perform. brute en %, Rang brut sur 1 an. Section: OBLIGATIONS MOYEN TERME EUROPE. Performance moyenne brute sur un an : 6,84 %.

OBLIGATIONS LONG TERME EUROPE

Performance moyenne brute sur un an : 6,55 %

Table with 8 columns: Libellé, Promoteur, Pays, Perform. retr. en %, Rang retraité sur 1 an, Perform. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perform. brute en %, Rang brut sur 1 an. Rows include CS BF (LUX) ECU -A-, EUROZINS K., SBC BD PF -XEU B, etc.

OBLIGATIONS COURT TERME FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 4,79 %

Table with 8 columns: Libellé, Promoteur, Pays, Perform. retr. en %, Rang retraité sur 1 an, Perform. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perform. brute en %, Rang brut sur 1 an. Rows include GROUPAMA TRÉSORER, CPR 1/3 EUROPE, MERCURE OBLIG., etc.

OBLIGATIONS MOYEN TERME FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 7,00 %

Table with 8 columns: Libellé, Promoteur, Pays, Perform. retr. en %, Rang retraité sur 1 an, Perform. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perform. brute en %, Rang brut sur 1 an. Rows include HAUSS.MULTIREVENUS, UNI-M.T, ASSUR.ECUR.CROISS., etc.

